



Distribution: générale

Date: 2 février 2018

Original: anglais

Point 6 de l'ordre du jour

WFP/EB.1/2018/6-A/3

Questions opérationnelles

Pour approbation

Les documents du Conseil d'administration sont disponibles sur le site Web du PAM (<http://executiveboard.wfp.org>).

Projet de plan stratégique de pays — Timor-Leste (2018–2020)

Durée du projet	1 ^{er} janvier 2018–31 décembre 2020
Coût total pour le PAM	17 052 385 16 972 701 dollars É.-U.
Marqueur de l'âge et de l'égalité hommes-femmes*	2A

* <https://www.humanitarianresponse.info/system/files/documents/files/gm-overview-fr.pdf>.

Résumé

Le présent plan stratégique de pays vient à l'appui de la réalisation de la vision du Gouvernement du Timor-Leste pour le pays et contribue à la mise en œuvre de son Plan de développement stratégique pour 2011–2030¹. Cette vision reflète les aspirations de la population qui souhaite créer une nation forte et prospère. Elle repose sur quatre éléments fondamentaux: la volonté politique, le potentiel économique, l'intégration nationale et une population dynamique. Le Gouvernement a fermement défendu l'adoption à l'échelle mondiale des objectifs de développement durable: il a joué un rôle actif dans la définition de l'objectif de développement durable 16 et, une fois les objectifs fixés, il a rejoint le Groupe de haut-niveau pour l'appui au Programme de développement durable à l'horizon 2030, se faisant l'avocat mondial de leur mise en œuvre. C'est le seul pays d'Asie à jouer ce rôle. En tant que membre fondateur du G7+², le Gouvernement timorais a profité de la conférence du G7+ qui s'est tenue en 2017³ pour promouvoir l'appel lancé par le Programme 2030, à savoir "ne laisser personne de côté", et il a participé à la rédaction du communiqué conjoint de Dili, qui indiquait que pour réussir à mettre

¹ <http://timor-leste.gov.tl/wp-content/uploads/2011/07/Timor-Leste-Strategic-Plan-2011-2030.pdf>.

² Fondé en 2010, le G7+ est une organisation intergouvernementale volontaire regroupant des pays qui sont confrontés à des conflits ou en ont été récemment le théâtre: <http://www.g7plus.org/fr>.

³ Conférence mondiale sur le Programme 2030: feuille de route pour la réalisation des objectifs de développement durable dans les États fragiles et touchés par un conflit. 21–23 mai 2017, Dili.

Coordonnateurs responsables:

M. D. Kaastrud
Directeur régional
Asie et Pacifique
courriel: david.kaastrud@wfp.org

M. S. Kearney
Directeur de pays
courriel: stephen.kearney@wfp.org

en œuvre le Programme 2030, il faudra adapter les objectifs de développement durable au contexte particulier des pays fragiles et en conflit.

En juin 2017, le Gouvernement a publié une feuille de route pour la réalisation du Programme 2030⁴, laquelle définit le cadre nécessaire pour atteindre les objectifs de développement durable conformément au Plan national de développement stratégique pour 2011–2030. En outre, le Parlement a approuvé une résolution visant à donner la priorité à la nutrition, dans laquelle figurait une feuille de route pour atteindre les cibles de l'objectif de développement durable 2⁵. Le plan stratégique de pays contribuera à la mise en œuvre de la feuille de route du Gouvernement relative aux objectifs de développement durable, tout en appuyant les stratégies sectorielles et les plans d'action ministériels. Il est conforme aux résultats stratégiques 2 et 5 du PAM.

Ce plan stratégique de pays fait fond sur la décision du Gouvernement de placer la population au centre de la phase initiale de mise en œuvre de la feuille de route adoptée par le pays pour atteindre les objectifs de développement durable, s'agissant notamment d'éliminer la faim et toutes les formes de malnutrition et de mettre en place des systèmes alimentaires durables, compte tenu de l'incidence que ces progrès auront sur la prospérité, l'environnement et la paix. Les partenariats sont au cœur de tous les éléments du plan stratégique de pays, qui harmonise les activités menées par le PAM et ses partenaires pour soutenir le Gouvernement et vise à renforcer la capacité de parvenir à un développement durable aux niveaux national et infranational.

Le plan stratégique de pays a été établi à l'issue de consultations avec le gouvernement précédent, le nouveau gouvernement en fonction depuis les élections de juillet 2017, les partenaires de développement et les bénéficiaires, et sur la base d'analyses du contexte, de la problématique hommes-femmes et des lacunes. Il tient compte des recommandations issues de l'examen stratégique national des mesures nécessaires pour atteindre l'objectif de développement durable 2, et appuie les stratégies et les politiques du Gouvernement. Il vise à obtenir les deux effets directs stratégiques suivants:

- *Effet direct stratégique 1:* D'ici à 2025, la nutrition des enfants de moins de 5 ans, des adolescentes et des femmes enceintes et allaitantes du Timor-Leste s'améliore par rapport aux objectifs nationaux.
- *Effet direct stratégique 2:* D'ici à 2020, la capacité des institutions gouvernementales nationales et infranationales à assurer des services relatifs à l'alimentation, à la nutrition et à la chaîne d'approvisionnement est durablement renforcée.

Le Timor-Leste avance avec assurance vers la phase de transformation du "baromètre de la fragilité" établi par le G7+⁶ et le PAM compte l'aider à atteindre la phase de résilience d'ici à 2030.

Projet de décision*

Le Conseil approuve le plan stratégique pour le Timor-Leste (2018–2020) (WFP/EB.1/2018/6-A/3), pour un coût total pour le PAM de 17 052 385 16 972 701 dollars É.-U.

⁴ Gouvernement du Timor-Leste. 2017. *Timor-Leste's Roadmap for the Implementation of the 2030 Agenda and the SDGs*: http://timor-leste.gov.tl/wp-content/uploads/2017/08/UNDP-Timor-Leste_SDP-Roadmap_doc_v2_English_220717.pdf.

⁵ National Parliament of Timor Leste (Parlement national du Timor-Leste). 2017. *Sobre o apoio ao Governo na identificação do Objetivo de Desenvolvimento Sustentável no. 2 (Erradicação da Fome)*. <http://timor-leste.gov.tl/?p=18028&lang=en>

⁶ Le baromètre de la fragilité est une approche élaborée par le G7+ dans le cadre de la mise en œuvre de son New deal pour l'engagement dans les États fragiles: <http://www.g7plus.org/sites/default/files/resources/g7%2B%2BFrench%2BFS%2BNote%2BDesign.pdf>.

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.

1. Analyse de la situation

1.1 Contexte national

1. Le Timor-Leste a accédé à l'indépendance en 2002 après un conflit prolongé pendant lequel 30 pour cent de sa population a péri et ses infrastructures ont été détruites. Depuis l'indépendance, les gouvernements successifs se sont principalement attachés à rétablir la paix et la stabilité, tout en mettant en place des équipements et des infrastructures pour favoriser le développement économique et social. Le Timor-Leste est désormais un pays jeune qui sort d'une situation de conflit et cherche à parvenir à la résilience d'ici à 2030.
2. Le Timor-Leste fait partie des pays les moins avancés: il est classé au 133^{ème} rang sur 188 pays selon l'indice de développement humain de 2016⁷. Il a une frontière terrestre commune avec l'Indonésie et des frontières maritimes avec l'Australie et l'Indonésie.
3. Comptant 1,2 million d'habitants⁸ sur une superficie de 15 410 kilomètres carrés, le Timor-Leste a une densité de population de 77 habitants au kilomètre carré. Cinquante-neuf pour cent de la population a moins de 25 ans et 71 pour cent vit en milieu rural. Le pays présente une grande diversité ethnique et compte 32 langues vernaculaires.
4. La croissance du produit intérieur brut (PIB) s'est ralentie ces dernières années, tombant du niveau record de 14,2 pour cent enregistré en 2008 au taux actuel de 4,3 pour cent⁹. La part de la production de pétrole et de gaz est prédominante dans le PIB et le recul de la croissance découle du tarissement des réserves et de la chute des cours mondiaux.
5. Malgré les progrès accomplis pour améliorer constamment la participation des femmes à la vie politique et leur accès à l'éducation, l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes restent problématiques. Le Timor-Leste est classé au 125^{ème} rang sur 144 nations selon l'indice mondial d'inégalités de genre de 2016¹⁰. Les normes strictes relatives aux rôles des deux sexes et les relations rigides entre les hommes et les femmes, ainsi que les inégalités enracinées en matière de pouvoir, sont autant d'obstacles à l'égalité des chances dans les domaines de l'éducation, de l'économie et de la vie socio-politique, et engendrent des écarts entre les sexes concernant la santé et l'état nutritionnel, des actes de violence sexiste et d'autres problèmes¹¹. Toutefois, lors des récentes élections des chefs de village, une augmentation¹² du nombre de femmes candidates et élues a été constatée. Au Parlement national, 36,9 pour cent des sièges sont occupés par des femmes.
6. En qualité de signataire du New Deal pour l'engagement dans les États fragiles¹³, le Timor-Leste reconnaît l'importance de l'aide au développement et cherche à mettre en place un mécanisme pris en main et dirigé par le pays pour planifier et coordonner l'aide, en application des dispositions de la politique du Ministère des finances relative à l'efficacité de la gestion de l'aide.

⁷ Programme des Nations Unies pour le développement. 2016. *Human Development Reports: Timor-Leste*: <http://hdr.undp.org/en/countries/profiles/TLS>.

⁸ Ministère des finances. 2015. *Population and Housing Census 2015: Preliminary Results*: <http://www.statistics.gov.tl/wp-content/uploads/2015/10/1-Preliminary-Results-4-Printing-Company-19102015.pdf>. Le ratio hommes-femmes est équilibré: 49,3 pour cent de femmes et de filles et 50,7 pour cent d'hommes et de garçons.

⁹ Banque mondiale 2016: <http://www.tradingeconomics.com/east-timor/gdp-growth-annual>.

¹⁰ <http://reports.weforum.org/global-gender-gap-report-2016/rankings/>.

¹¹ Dans l'ensemble du pays, les taux d'alphabétisation des adultes sont de 58 pour cent pour les hommes et les garçons et de 52 pour cent pour les femmes et les filles, avec d'importants écarts entre les taux observés en milieu rural, où ils s'établissent en moyenne à 53 pour cent, et en milieu urbain, où ils atteignent 83 pour cent. La proportion de garçons et de filles parmi les enfants en âge d'aller à l'école primaire qui ne sont pas scolarisés est de quatre garçons pour une fille, et les garçons de moins de 5 ans souffrent davantage de malnutrition – retard de croissance et émaciation – que les filles. *Population and Housing Census 2015: Preliminary Results*: <http://www.statistics.gov.tl/wp-content/uploads/2015/10/1-Preliminary-Results-4-Printing-Company-19102015.pdf>.

¹² Un amendement récent à la loi électorale stipule que 33 pour cent des candidats présentés par les partis politiques doivent être des femmes. Cent femmes ont été candidates aux élections des chefs de village de 2016. Dans le district d'Aileu, 28 femmes se sont présentées contre deux en 2010.

¹³ http://www.pbsdialogue.org/media/filer_public/1b/38/1b38cf56-b119-42b5-aec7-1cace5c9c947/new_deal_fre.pdf.

1.2 Progrès vers la réalisation de l'objectif de développement durable 2

Progrès vers la réalisation des cibles de l'objectif de développement durable 2

7. *Accès à la nourriture.* Au cours de ces dix dernières années, le Timor-Leste est parvenu à réduire de 46,9 à 34,3 pour cent la proportion de personnes pauvres souffrant de la faim, mais d'après l'indice de la faim dans le monde 2016, la faim constitue encore un "grave" problème dans ce pays¹⁴.
8. En moyenne, pendant 3,8 mois par an, les ménages ruraux ne disposent pas de riz ou de maïs en quantité suffisante, tandis que les ménages urbains connaissent des pénuries alimentaires pendant deux mois¹⁵. La pauvreté, l'accès limité aux marchés, l'instabilité des prix à la production, la faible productivité agricole, les normes relatives aux rôles des deux sexes qui aggravent les inégalités, et la capacité restreinte à répondre aux situations d'urgence sont autant d'entraves à l'accès des ménages à la nourriture. L'évolution du climat, conjuguée aux difficultés d'accès aux marchés et à des moyens d'existence diversifiés, tend à aggraver la situation.
9. L'insécurité alimentaire et nutritionnelle est étroitement liée à la pauvreté et à la vulnérabilité et 41,8 pour cent de la population vit en dessous du seuil de pauvreté national de 1,54 dollar par personne et par jour¹⁶.
10. *Nutrition.* La malnutrition demeure un défi majeur, le retard de croissance touchant 53 pour cent des garçons et 47 pour cent des filles et l'émaciation 13 pour cent des garçons et 9 pour cent des filles¹⁷. Il est difficile de cerner les raisons de ces différences. Chez les enfants et les femmes, la malnutrition est aggravée par le manque de connaissances en matière de nutrition, qui empêche les ménages d'optimiser leur utilisation des ressources alimentaires, et par les normes culturelles qui donnent la priorité aux hommes dans la répartition de la nourriture¹⁸. Selon les estimations, le coût économique annuel de la dénutrition serait compris entre 1 et 2 pour cent du PIB, soit 41 millions de dollars par an¹⁹. Sur ce chiffre total, le retard de croissance et l'anémie chez les enfants entraîneraient une perte de 14 millions de dollars par an en raison de la baisse future de la productivité, tandis que les pertes annuelles dues à la diminution de la performance au travail des adultes souffrant d'anémie atteindraient au total 13,5 millions de dollars. La dénutrition et les pratiques d'allaitement inappropriées observées chez les filles et les femmes enceintes et allaitantes coûtent au Gouvernement et aux familles plus de 4 millions de dollars par an. Ces coûts sont un obstacle à la réalisation des cibles des objectifs de développement durable (ODD) d'ici à 2030, et tout retard dans le financement de mesures appropriées entraînera des coûts supplémentaires du fait de la réduction du potentiel d'apprentissage, des mauvais résultats

¹⁴ Institut international de recherche sur les politiques alimentaires, 2016: <http://www.ifpri.org/publication/2016-global-hunger-index-getting-zero-hunger>.

¹⁵ Ministry of Agriculture and Fisheries Strategic Plan 2014–2020: <http://extwprlegs1.fao.org/docs/pdf/tim149148.pdf>. Strategic Development Plan 2011–2030: <http://timor-lesste.gov.tl/wp-content/uploads/2011/07/Timor-Leste-Strategic-Plan-2011-20301.pdf>.

¹⁶ Au niveau national, plus de 90 pour cent des pauvres appartiennent à des ménages dirigés par un homme. L'incidence de la pauvreté est moins élevée dans les ménages dirigés par une femme que dans ceux dirigés par un homme, même lorsqu'ils sont d'une taille comparable. Banque mondiale et Ministère des finances. 2014. *Poverty in Timor-Leste 2014*: <http://documents.worldbank.org/curated/en/577521475573958572/pdf/108735-REVISED-PUBLIC-012-TL-REPORT-R02.pdf>.

¹⁷ Ministère de la santé et Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF). 2013. *Timor-Leste Food and Nutrition Survey 2013*: <https://nutritioninnovationlab.org/publication/timor-lesste-food-and-nutrition-survey-2013-final-report/>.

¹⁸ En 2013, 24,8 pour cent des femmes et des filles en âge de procréer – de 15 à 49 ans – souffraient d'insuffisance pondérale et 40 pour cent d'entre elles étaient anémiques. De nombreux garçons, filles et femmes souffraient également de carences en zinc et en vitamine A. Entre 16,7 et 18 pour cent des femmes en âge de procréer étaient en surpoids et 3 pour cent étaient obèses. Entre 8,2 et 11 pour cent des hommes étaient en surpoids et 1 pour cent étaient obèses. Ministère de la santé, 2013. *Timor-Leste Food and Nutrition Survey, 2013*: <https://dl.tufts.edu/catalog/tufts:16788>. Gouvernement du Timor Leste et Australian Aid. 2015. *Roundtable Dialogue on Nutrition and Food Security – Mapping the Underlying Drivers of Malnutrition in Timor-Leste*. OMS. 2014. *National survey of non-communicable disease risk factors and injuries using WHO STEPS approach in Timor-Leste*: http://www.who.int/entity/chp/steps/Timor-Leste_2014_STEPS_Report.pdf?ua=1.

¹⁹ Ministère de la santé, Australian Aid, UNICEF, 2014. *The Economic Consequences of Undernutrition in Timor-Leste*.

scolaires, de la diminution de la productivité de la main-d'œuvre et de l'augmentation des dépenses de santé²⁰.

11. La malnutrition touche des personnes appartenant à tous les quintiles de revenu; elle est en grande partie imputable à des restrictions alimentaires pendant la grossesse, à des pratiques inadéquates d'alimentation des enfants, au faible niveau d'instruction et à l'accès insuffisant à une eau de qualité et à l'assainissement; elle est également liée aux normes traditionnelles régissant les rôles des hommes et des femmes, ainsi qu'à des croyances et des tabous d'ordre culturel. De manière générale, 62 pour cent des nourrissons de moins de 6 mois sont exclusivement nourris au sein, ce type d'alimentation étant plus répandu parmi les populations rurales qu'en milieu urbain²¹. Les enfants qui ne reçoivent pas d'aliments complémentaires avant l'âge de 6 mois, soit les deux tiers, consomment pour la plupart des denrées appartenant uniquement à deux groupes d'aliments – les céréales, les racines et les tubercules, et les légumes riches en vitamine A. Seulement 24 pour cent des enfants de moins de 2 ans qui sont nourris au sein reçoivent l'apport alimentaire minimum acceptable, chiffre qui tombe à moins de 4 pour cent chez les enfants qui ne sont pas nourris au sein²². Seul un quart des enfants âgés de 24 à 59 mois ont un régime alimentaire adéquat. Même parmi les enfants du quintile le plus riche qui vivent en milieu urbain, moins de 20 pour cent reçoivent l'apport alimentaire minimum acceptable et aucune différence notable n'a été constatée dans les taux de retard de croissance des enfants entre milieu urbain et milieu rural. Toutefois, pour tous les quintiles riches, les taux d'émaciation sont plus élevés en milieu urbain (14 pour cent) qu'en milieu rural (10 pour cent). L'analyse destinée à combler le déficit en nutriments, qui étudie la disponibilité d'aliments nutritifs à un prix abordable, permettrait de mieux comprendre les obstacles et les facteurs favorables qui ont une incidence sur l'insécurité alimentaire des ménages et sur la qualité de l'apport alimentaire des groupes vulnérables.
12. Pendant que les gouvernements mettront en œuvre le Programme 2030, plus de 25 pour cent de la population mondiale et plus de 60 pour cent de celle du Timor-Leste deviendra adulte. Le fait d'investir à bon escient en faveur de l'autonomisation, de l'éducation et de l'emploi des jeunes peut accélérer le développement en l'espace d'une génération – un effet connu sous le nom de "dividende démographique"²³. Les femmes deviennent mères tôt au Timor-Leste, l'âge médian auquel les femmes âgées de 25 à 49 ans donnent naissance pour la première fois étant de 22 ans²⁴; 24 pour cent des femmes ont eu au moins un enfant avant l'âge de 20 ans. Les grossesses chez les adolescentes sont plus fréquentes parmi les filles appartenant à des ménages ruraux et pauvres et ayant un faible niveau d'instruction. Les mères âgées de 15 à 19 ans sont plus exposées à la dénutrition²⁵ et à la mortalité maternelle, et les taux les plus élevés de mortalité infantile au cours de la première semaine de vie sont observés chez leurs bébés (24 pour 1 000 grossesses). Cette situation constitue un obstacle à l'accès des mères adolescentes au marché du travail et à leur participation à la vie publique, et elle les expose à un risque plus élevé de violence sexiste. La petite taille des mères – moins de 1,60 m – est un bon facteur prédictif du retard de croissance de l'enfant au Timor-Leste. L'état nutritionnel des femmes est mauvais, qu'elles résident dans les zones rurales ou urbaines, avec des niveaux plus élevés d'insuffisance pondérale en milieu rural et de surpoids en milieu urbain.

²⁰ Groupe mondial d'experts sur l'agriculture et les systèmes alimentaires au service de la nutrition, 2016. *The Cost of Malnutrition: Why Policy Action is Urgent*. Fiche technique No. 3. <https://www.glopan.org/sites/default/files/pictures/CostOfMalnutrition.pdf>.

²¹ Ministère de la santé et UNICEF. 2013. *Timor-Leste Food and Nutrition Survey 2013*: <https://nutritioninnovationlab.org/publication/timor-leste-food-and-nutrition-survey-2013-final-report/>.

²² Université Monash. 2016. *Measuring Undernutrition Among Young Children in Timor-Leste*. Monash Centre for Development Economics and Sustainability Research Paper Series on Timor-Leste. Monash University, Melbourne, Victoria, Australie. https://drive.google.com/file/d/0BxiFT7ChCZQqMGJibHIWdE5TckU/view?usp=drive_web.

²³ Le dividende démographique correspond à la croissance économique accélérée qui pourrait résulter de la diminution des taux de natalité et de mortalité et de la modification consécutive de la pyramide des âges: <http://www.unfpa.org/fr/le-dividende-démographique>.

²⁴ Direction nationale de la statistique, Ministère des finances et ICF Macro. 2010. *Timor-Leste Demographic and Health Survey 2009–10*: <https://dhsprogram.com/pubs/pdf/FR235/FR235.pdf>.

²⁵ Ministère de la santé et UNICEF. 2013. *Timor-Leste Food and Nutrition Survey 2013*: <https://nutritioninnovationlab.org/publication/timor-leste-food-and-nutrition-survey-2013-final-report/>.

13. D'après les constatations de l'analyse secondaire des données nutritionnelles, plusieurs facteurs influeraient sur la malnutrition, notamment: des soins anténatals inappropriés, l'insuffisance de l'apport et de la biodisponibilité d'aliments riches en macro et micro nutriments pour les enfants, ainsi que la faible capacité d'absorption et les besoins nutritionnels plus importants en cas de maladie, l'exposition aux aflatoxines et les mauvaises conditions d'assainissement et d'hygiène. L'exposition des enfants aux aflatoxines est parmi les plus élevées au monde, 83,5 pour cent des enfants âgés de 6 à 59 mois étant touchés quels que soient leur âge ou leur quintile de richesse.
14. *Productivité et revenus des petits exploitants.* De manière générale, 63 pour cent des ménages se consacrent à la production agricole, le maïs, le manioc et les légumes, cultivés principalement par les femmes, étant les cultures les plus courantes; le riz est un aliment de base, mais seulement 25 pour cent des ménages en produisent²⁶. Les superficies de terres cultivées consacrées au maïs et au riz n'ont cessé de diminuer au cours des dernières années, passant de plus de 76 000 hectares en 2013 à environ 48 500 hectares en 2015²⁷, tandis que les rendements moyens sont restés faibles par rapport à ceux des pays voisins (3,29 tonnes par hectare pour le riz et 2,15 tonnes par hectare pour le maïs).
15. Les difficultés liées à la propriété foncière persistent; la loi foncière n'a été approuvée que récemment par le Parlement et la propriété foncière est en cours d'enregistrement. Les normes patriarcales, culturelles ou régissant les rôles des hommes et des femmes, constituent pour les agricultrices un autre obstacle à l'accès à la terre, à la technologie et aux services de vulgarisation. Les moyens d'existence ruraux assurent des revenus à environ 70 pour cent de la population, mais avec 22 zones de subsistance dans le pays²⁸, les possibilités d'optimiser les revenus sont très localisées et limitées. Les hommes dégagent des profits des cultures de rapport comme le café et le riz, tandis que la plupart des produits cultivés par les femmes ont une valeur moindre et sont consommés par leur famille.
16. Les filets de protection sociale représentent près de 10 pour cent du budget national et comprennent des transferts monétaires non assortis de conditions et un appui ciblé pour les groupes vulnérables²⁹. L'impact des filets de protection sociale sur la nutrition et sur les autres objectifs de développement social et économique n'a pas été évalué.
17. *Systèmes alimentaires durables.* Le changement climatique constitue l'un des principaux défis pour les moyens d'existence ruraux. Il existe au Timor-Leste deux grands régimes climatiques qui influent sur les moyens d'existence: au nord, le régime unimodal des précipitations (une seule saison) limite la production agricole, tandis qu'au sud, le régime pluvial bimodal (deux saisons) permet de faire une deuxième récolte et de produire des plantes racines ou des cultures de rapport plus rentables telles que le soja, le haricot et l'arachide.
18. D'après les prévisions relatives au changement climatique, les températures augmenteront et les précipitations diminueront dans la majeure partie du Timor-Leste³⁰ à l'exception du district d'Oecusse. La combinaison de ces tendances aura une incidence sur l'ampleur des sécheresses et des inondations, et les grandes cultures notamment le café, principale culture d'exportation, ne seront peut-être plus adaptées.
19. Les variations des précipitations et le déplacement du début de la saison des pluies ont une incidence sur la production du paddy et sur les cultures commerciales, qui pourraient ne plus être adaptées. La hausse des températures et le fait que les saisons des pluies tendent à être plus courtes et plus intenses contribuent à accroître les risques de sécheresse et d'inondations. Seuls 17 pour cent des terres cultivables sont utilisées et les aliments disponibles dans la nature pendant la période de soudure se raréfient à cause du déboisement. Les femmes rencontrent plus de

²⁶ Ministry of Agriculture and Fisheries Strategic Plan 2014–2020: <http://extwprlegs1.fao.org/docs/pdf/tim149148.pdf>.

²⁷ Département des statistiques du Ministère de l'agriculture et des pêches, référence DAAE-DNPEIG/MAP/IV/2017.

²⁸ PAM. 2016. *Timor-Leste consolidated Livelihood Exercise for Analysing Resilience*: <http://documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/newsroom/wfp282841.pdf>.

²⁹ Par le biais du programme *Bolsa da Mãe* et du soutien aux personnes âgées, aux personnes handicapées et aux vétérans.

³⁰ Pacific-Australia Climate Change Science and Adaptation Planning Program. Current and future climate of Timor-Leste. 2015. https://www.pacificclimatechangescience.org/wp-content/uploads/2013/06/5_PACCSAP-Timor-Leste-9pp_WEB.pdf.

difficultés que les hommes pour avoir accès à la terre, à la technologie et à la formation en gestion entrepreneuriale. Cette situation a pour conséquence de prolonger le temps consacré par les femmes à la recherche de nourriture, d'aggraver l'écart entre les sexes en matière de consommation alimentaire et de réduire la diversité des apports alimentaires au sein des communautés vulnérables, en particulier après une catastrophe naturelle. Les soins et les travaux domestiques non rémunérés, qui incombent principalement aux femmes et aux filles, sont plus difficiles à effectuer en raison du changement climatique et constituent un élément important des systèmes alimentaires durables, qui n'est ni reconnu ni comptabilisé³¹.

20. *Diversité génétique et systèmes de banques de semences.* Le Timor-Leste compte de nombreux types de paysages différents, chacun ayant un climat, des caractéristiques agro-écologiques et une économie propres, ainsi qu'un grand nombre de cultures indigènes qui sont spécifiques au pays ou à la région. Il n'existe pas de banque de semences nationale ou régionale, mais les principales parties prenantes sont conscientes qu'il faut privilégier les cultures indigènes, qui sont nutritives et résilientes face au changement climatique. L'introduction de nouvelles cultures et de nouvelles variétés de cultures traditionnelles, ainsi que la biodiversité des produits alimentaires tant cultivés que sauvages, peuvent aider à améliorer la qualité et la diversité des apports alimentaires.

Environnement macroéconomique

21. Le Timor-Leste dépend actuellement des recettes provenant du pétrole et du gaz, qui représentent 89 pour cent du revenu national³². Ces dernières années, pour abonder le budget national³³, des montants supplémentaires ont été prélevés sur le fonds pétrolier du pays³⁴ afin de financer les dépenses, en particulier le développement des infrastructures. La viabilité à long terme de cette option est subordonnée à la pérennité des sources de financement nationales.

	2013	2014	2015	2016	2017	2018
Total des dépenses	1 081,4	1 337,4	1 340,2	1 952,9	1 386,8	2 271,0
Financées grâce aux:						
Recettes non pétrolières	151,1	170,2	170,0	171,4	206,2	219,3
Intérêts perçus sur le fonds pétrolier	787,0	632,3	638,5	544,8	481,6	475,1
Prélèvements sur le fonds pétrolier	(57,0)	99,7	640,0	1 129,7	597,1	1 265,9
Autres recettes	200,3	435,2	(108,3)	107,0	101,9	310,7
Total des recettes	1 081,4	1 337,4	1 340,2	1 922,9	1 386,8	2 271,0

Source: Ministère des finances. 2016. *State Budget 2017. Book 1, budget overview*. https://www.mof.gov.tl/wp-content/uploads/2016/10/Final_Final_BB1_Final_English_01Fev2017.pdf.

³¹ Conférence sur l'économie, les politiques publiques et le développement administratif. 2014.

³² Institut timorais pour la surveillance et l'analyse du développement, 2014. Réunion des partenaires du développement du Timor-Leste, juillet 2014. *The Double Digit Disappears* (La croissance à deux chiffres est terminée), avril 2014. <http://www.laohamutuk.org/>.

³³ Le Timor Leste a institutionnalisé la budgétisation attentive à la problématique hommes-femmes, qui assure que les femmes, les filles, les hommes et les garçons bénéficient équitablement des dépenses du Gouvernement.

³⁴ Le Gouvernement alimente le fonds pétrolier avec ses recettes excédentaires provenant du pétrole et du gaz afin de créer un fonds souverain. <https://www.mof.gov.tl/budget-spending/petroleum-fund/>.

22. À peu près un tiers du PIB du pays hors recettes pétrolières est assuré par le secteur agricole, s'agissant notamment des produits arboricoles industriels – le café principalement – qui contribuent à hauteur de 23 pour cent aux recettes d'exportation et à hauteur d'environ 80 pour cent aux exportations non pétrolières³⁵.

Principaux liens intersectoriels

23. Les effets directs stratégiques du présent plan stratégique de pays (PSP) concourront à la réalisation des ODD 2 et 17 et auront un impact sur les objectifs transversaux – les ODD 5 et 16 – qui, selon le Gouvernement, établiront un lien entre les trois phases de son Plan de développement stratégique pour 2011–2030³⁶. Les deux effets directs stratégiques du PSP mettront à profit la synergie et l'interdépendance entre l'ODD 4 sur l'éducation, l'ODD 5 sur l'égalité des sexes et l'ODD 13 sur l'action climatique en vue de progresser vers le développement durable. Au titre du plan national d'action axé sur le Défi Faim zéro³⁷, le Conseil National pour la sécurité alimentaire, la souveraineté et la nutrition au Timor-Leste (KONSSANTIL), un dispositif intersectoriel, permet de réunir les ministères et les autres parties prenantes et de coordonner les activités relatives à l'ODD 2. La sécurité alimentaire est importante pour la réalisation de l'ODD 16, et la paix est considérée comme le fondement du développement national³⁸.

1.3 Lacunes et problèmes liés à la faim

24. En 2016–2017, un examen stratégique indépendant des possibilités offertes et des conditions à remplir pour atteindre l'ODD 2 – "l'examen stratégique relatif à l'ODD 2" – a été réalisé. Des consultations approfondies ont été menées à cet effet avec les parties prenantes concernées, au niveau central et dans certaines municipalités, notamment avec les pouvoirs publics, les organismes des Nations Unies, les institutions financières, la société civile, le secteur privé, les universités et des groupements communautaires de femmes et d'hommes.
25. Cet examen stratégique a permis de recenser les principales conditions à remplir pour favoriser la sécurité alimentaire et nutritionnelle, à savoir: veiller à ce que les programmes nationaux de protection sociale répondent aux besoins des personnes vulnérables, y compris moyennant l'enrichissement des aliments, et tiennent compte de la problématique hommes-femmes et de la nutrition; améliorer la gestion et la teneur nutritionnelle des repas scolaires; lutter contre l'émaciation et le retard de croissance grâce à des approches fondées sur l'alimentation, à l'éducation et aux messages visant à faire évoluer la société et les comportements; réduire l'émaciation en intensifiant le programme national de prise en charge intégrée de la malnutrition aiguë; investir en faveur des agricultrices, s'agissant notamment de leur accès à la terre, afin de favoriser leur autonomisation et leur productivité agricole; et améliorer la coordination des intervenants dans le domaine de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans l'ensemble du pays, en renforçant le mécanisme de coordination, le financement et la responsabilité du KONSSANTIL.

1.4 Priorités pour le pays

Priorités du Gouvernement

26. Au moment de son indépendance, en 2002, le Timor-Leste était un pays dévasté tant sur le plan social que matériel. Le plan de développement stratégique détaillé qui a été publié pour la première fois en 2002 est régulièrement révisé et actualisé. Le plan en vigueur pour 2011–2030

³⁵ Ministry of Agriculture and Fisheries Strategic Plan 2014–2020: <http://extwprlegs1.fao.org/docs/pdf/tim149148.pdf>.

³⁶ Ministère d'État et Présidence du Conseil des ministres. 23 mai 2017. "Government launches roadmap for implementation of 2030 Agenda", communiqué de presse, 23 mai 2017: <http://timor-leste.gov.tl/?p=18005&lang=en>.

³⁷ KONSSANTIL. 2014. Zero Hunger Challenge. National Action Plan for a Hunger and Malnutrition Free Timor-Leste: http://www.fao.org/fileadmin/templates/rap/files/ESP/Action_plan_for_a_hunger___malnutrition_free_Timor-Leste__update_.pdf.

³⁸ Ministère d'État et Présidence du Conseil des ministres. 23 mai 2017. "Government launches roadmap for implementation of 2030 Agenda", communiqué de presse, 23 mai 2017: <http://timor-leste.gov.tl/?p=18005&lang=en>.

- est un document évolutif, qui est étroitement aligné sur les ODD. Les ministères fondent leurs stratégies et leurs plans sur ce document détaillé.
27. La stratégie nutritionnelle nationale pour 2014–2019³⁹, la politique nationale relative à la sécurité alimentaire et nutritionnelle⁴⁰ et le plan d'action axé sur le Défi Faim zéro pour 2014–2025⁴¹ insistent sur la nécessité d'adopter une approche multisectorielle coordonnée afin d'accélérer le recul de la malnutrition sous toutes ses formes. Le KONSSANTIL a été créé au titre du plan d'action axé sur le Défi Faim zéro, en vue de coordonner, planifier, budgétiser et mettre en œuvre ce plan d'action dans sept ministères.
 28. Le plan stratégique pour l'agriculture et les pêches⁴² prend en considération l'importance fondamentale de l'agriculture pour l'économie du Timor-Leste, ainsi que son impact sur la réduction de la pauvreté, la sécurité alimentaire et nutritionnelle, la croissance économique et la création de revenus et d'emplois, grâce à ses liens avec d'autres secteurs de l'économie.
 29. Le Cabinet du Premier Ministre a établi une feuille de route aux fins de la mise en œuvre du Programme 2030 et de la réalisation des ODD⁴³, qui hiérarchise les priorités relatives aux différents ODD en trois phases alignées sur le Plan de développement stratégique pour 2011–2030 et qui aboutit à l'élimination de la pauvreté d'ici à 2030⁴⁴. La phase initiale est centrée sur les ODD axés sur la population, y compris l'ODD 2.
 30. D'après l'évaluation de la problématique hommes-femmes dans le pays⁴⁵ réalisée en 2014, des progrès considérables ont été accomplis dans le renforcement de l'égalité entre les sexes, qui est un élément important du plan de développement stratégique du Gouvernement et a été intégré dans le cadre normatif national depuis l'indépendance, ainsi que la législation et les plans d'action connexes. Le Gouvernement a adopté récemment le Plan national d'action contre la violence sexiste pour 2017–2020⁴⁶, qui préconise d'appliquer une approche multisectorielle axée sur les victimes, afin de prévenir et de combattre ces actes de violence sous toutes leurs formes, en particulier la violence familiale⁴⁷. Des préoccupations subsistent toutefois, car la violence familiale est très répandue, la mortalité maternelle reste élevée et d'importants écarts entre les sexes demeurent en ce qui concerne le marché du travail et la participation à l'administration locale.

³⁹ Ministère de la santé. 2013. Stratégie nutritionnelle nationale 2014–2019: <https://extranet.who.int/nutrition/gina/sites/default/files/TLS%202014%20National%20Nutrition%20Strategy.pdf>.

⁴⁰ Gouvernement du Timor-Leste. 2014. Politique nationale relative à la sécurité alimentaire et nutritionnelle: <https://extranet.who.int/nutrition/gina/sites/default/files/TLS%202014%20National%20Food%20and%20Nutrition%20Security%20Policy.pdf>.

⁴¹ KONSSANTIL. 2014. *Zero Hunger Challenge. National Action Plan for a Hunger and Malnutrition Free Timor-Leste*: http://www.fao.org/fileadmin/templates/rap/files/ESP/Action_plan_for_a_hunger___malnutrition_free_Timor-Leste_update_.pdf.

⁴² Plan stratégique du Ministère de l'agriculture et des pêches 2014–2020: <http://extwprlegs1.fao.org/docs/pdf/tim149148.pdf>.

⁴³ Conférence mondiale sur le Programme 2030: feuille de route pour la réalisation des objectifs de développement durable dans les États fragiles et touchés par un conflit. 21–23 mai 2017, Dili.

⁴⁴ Ministère d'État et Présidence du Conseil des ministres. 23 mai 2017. "Government launches roadmap for implementation of 2030 Agenda", communiqué de presse, 23 mai 2017: <http://timor-leste.gov.tl/?p=18005&lang=en>.

⁴⁵ Banque asiatique de développement, Gouvernement du Timor-Leste et ONU-Femmes. 2014. *Timor-Leste: Country Gender Assessment*: <https://www.adb.org/sites/default/files/institutional-document/84126/timor-leste-country-gender-assessment.pdf>.

⁴⁶ Secrétariat d'État chargé du soutien et de la promotion socioéconomique des femmes. 2017. Plan national d'action contre la violence sexiste 2017–2021: <http://www2.unwomen.org/-/media/field%20office%20eseasia/docs/publications/2017/10/170509-pan-eng-s.pdf?la=en&vs=4905>.

⁴⁷ L'enquête démographique et de santé de 2009–2010 réalisée au Timor-Leste a indiqué que 38 pour cent des femmes âgées de 15 à 49 ans ont subi des violences physiques, en particulier de la part de leurs partenaires, et que 86 pour cent des femmes et 81 pour cent des hommes considèrent qu'il est normal que les maris battent leur femme dans certaines circonstances. Malgré la loi de 2010 sur la violence familiale (loi no. 7/2010), qui érige la violence familiale en infraction, ces actes sont toujours considérés comme des questions privées et ne sont pas systématiquement déclarés. Au Timor-Leste, les femmes et les enfants sont victimes de diverses formes de violence découlant de facteurs structurels et culturels, notamment les mariages précoces, les punitions corporelles à la maison et à l'école et la violence familiale, y compris le viol conjugal. La pauvreté aggrave les pressions exercées sur les femmes dans ces circonstances. Silove, D., Rees, S., Tam, N. *et al.* 2015. Prevalence and correlates of explosive anger among pregnant and post-partum women in post-conflict Timor-Leste. *British Journal of Psychiatry*, 1(1): 34-41. <http://bjpo.rcpsych.org/content/1/1/34>.

31. Le plan de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise du Timor-Leste définit les rôles et les responsabilités des parties prenantes en matière de coordination des activités à mettre en œuvre en cas de catastrophe naturelle.
32. Le Timor-Leste aspire à rejoindre l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) et cherche à résoudre rapidement les différends relatifs à sa frontière maritime avec l'Australie, afin de renforcer ses liens économiques au sein de la région.

Priorités du système des Nations Unies et des autres partenaires

33. Le Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement (PNUAD) pour 2015– 2019 est l'aboutissement des efforts déployés conjointement par le Gouvernement et le système des Nations Unies pour établir un cadre stratégique des programmes visant à faciliter la réalisation des priorités nationales. Il tient compte des aspirations énoncées dans le Programme 2030 et est structuré de manière à appuyer le plan national de développement stratégique, moyennant des activités organisées selon quatre volets thématiques: le développement du capital social, le développement de l'infrastructure, le développement économique et le développement des capacités gouvernementales et institutionnelles.
34. Au titre du volet relatif au capital social, la priorité est de relever les défis concernant la sécurité alimentaire et les taux élevés de malnutrition, dans le but d'améliorer la santé de la population, de réduire la pauvreté, d'augmenter les revenus et d'accroître la productivité nationale. Les accords de partenariat conclus avec le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) constituent un dispositif intégré permettant de prendre en charge la malnutrition aiguë, modérée ou grave, et de collaborer dans les domaines des systèmes d'information sur la nutrition, de la préparation et l'intervention en cas de crise et de la communication visant à faire évoluer les comportements et la société.
35. L'importance de l'agriculture pour le développement économique et social futur n'est plus à démontrer et les principaux donateurs animent et dirigent des projets axés sur le passage de l'agriculture de subsistance à la production agricole à vocation commerciale. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) met en œuvre à titre expérimental des projets d'agriculture de conservation visant à favoriser l'amélioration de la productivité, à renforcer la résilience des agriculteurs face au changement climatique et à réduire les pertes après récolte. L'approvisionnement en produits alimentaires sains permettra de lutter contre les niveaux élevés de contamination par les aflatoxines, laquelle est un facteur de retard de croissance chez les enfants.
36. Le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) s'attache principalement à assurer des services de santé intégrés dans le domaine de la sexualité et de la procréation, en donnant de plus en plus la priorité aux adolescentes⁴⁸. En collaboration avec le Groupe des femmes parlementaires, le FNUAP a contribué à l'élaboration d'une feuille de route sur les droits en matière de santé sexuelle et reproductive, qui comprend des mesures particulières concernant la nutrition, et conduit des travaux de recherche sur les grossesses chez les adolescentes et les mariages précoces au Timor-Leste⁴⁹. À l'appui de la politique nationale de la jeunesse⁵⁰, le FNUAP dirige également une initiative conjointe des Nations Unies en faveur d'une programmation et d'une budgétisation adaptées aux jeunes.
37. Les organisations non gouvernementales (ONG) assurent le développement des capacités et le soutien aux politiques, ainsi que la mise en œuvre des projets axés sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle, la préparation aux catastrophes et l'alerte rapide.

⁴⁸ Activités menées au titre des programmes du FNUAP 2015: <https://www.unfpa.org/es/transparency-portal/unfpa-timor-leste>.

⁴⁹ Secrétariat d'État à la jeunesse et aux sports, FNUAP, Plan international. 2017. *Teenage Pregnancy and Early Marriage. Research on the Decision-Making Pathways of Young Women in the Municipalities of Covalima, Aileu and Dili*: <http://timor-leste.unfpa.org/sites/default/files/pub-pdf/REPORTPEMLOWRESOLUTIONFINAL.pdf>.

⁵⁰ Secrétariat d'État à la jeunesse et aux sports. 2007. Politique nationale de la jeunesse du Timor-Leste: http://www.youthpolicy.org/national/Timor_Leste_2007_National_Youth_Policy.pdf.

38. Les donateurs traditionnels fournissent une aide pluriannuelle au développement, soit directement au Gouvernement soit par l'intermédiaire d'organismes internationaux; les autres donateurs assurent une coopération technique bilatérale. L'appui des donateurs tend à diminuer: il a été ramené de 263 millions de dollars en 2014 à 156 millions de dollars en 2017, et devrait tomber à 40 millions de dollars en 2020⁵¹.

2. Incidences stratégiques pour le PAM

2.1 Expérience du PAM et enseignements

39. L'appui apporté par le PAM au Timor-Leste a évolué au fur et à mesure des progrès réalisés en matière de développement. En 1999, après le départ des forces indonésiennes, le PAM a centré ses efforts sur les activités visant à sauver des vies, en assurant des transferts de vivres non assortis de conditions aux personnes déplacées qui commençaient à reconstruire leur vie. Au fur et à mesure que le Gouvernement a rétabli la sécurité et la stabilité, le PAM a réorienté ses activités vers les secours et le redressement en insistant sur l'assistance alimentaire pour la création d'avoirs et les filets de protection sociale, en gérant un programme de repas scolaires et en contribuant à la mise au point des procédures d'intervention en cas de catastrophe et d'alerte rapide. Plus récemment, le PAM a appuyé des programmes visant à prévenir et traiter la malnutrition et à établir des mécanismes de gestion de la chaîne d'approvisionnement fiables, efficaces et efficients.
40. L'évaluation du portefeuille d'activités au Timor-Leste (2008-2012)⁵² a conduit à formuler une recommandation visant à faire une plus large place au développement des capacités, et le programme de travail du PAM a évolué vers un transfert progressif de l'exécution des services au Gouvernement et vers l'intensification du rôle joué par le PAM dans le renforcement des capacités aux niveaux national et infranational.
41. Selon l'évaluation, l'intégration de la problématique hommes-femmes dans le portefeuille d'activités laissait à désirer. Ces questions n'étaient pas intégrées dans la conception et le suivi des programmes, ni dans la communication des résultats et les activités de plaidoyer, en raison de l'appui insuffisant du personnel et de ses capacités limitées. Les articles publiés récemment dans *The Lancet*⁵³ ont confirmé qu'il fallait remédier à cette situation et ont fait observer qu'il était important de cibler les adolescentes. Il est ressorti de l'examen stratégique relatif à l'ODD 2 et de la deuxième table ronde nationale sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle organisée par le Président⁵⁴ qu'il est nécessaire de donner la priorité aux jeunes par le biais de trois principales activités visant à:
- inciter les écoliers et les groupements de jeunes à devenir des acteurs du changement;
 - donner des moyens d'action aux femmes et aux filles en définissant et promouvant des pratiques qui permettent d'améliorer l'apport en nutriments des adolescentes et des femmes; et
 - améliorer les pratiques nutritionnelles des ménages par le biais d'activités scolaires qui développent les compétences des adolescentes et les sensibilisent, concernant la protection de la croissance du fœtus, du nourrisson et de l'enfant.
42. Depuis 2008/09, le PAM s'est associé à une entreprise du secteur privé, Timor Global, qui produit un aliment composé enrichi, le Timor Vita, utilisé par le PAM pour son programme de supplémentation alimentaire. Ce partenariat était censé soutenir la production des agriculteurs locaux et l'économie locale, mais le manque de fiabilité de la production et le coût du Timor Vita

⁵¹ Ministère des finances. Portail sur la transparence de l'aide, 2016: <https://www.mof.gov.tl/aid-effectiveness/aid-transparency-portal/?lang=en>.

⁵² Bureau de l'évaluation du PAM. 2013. *Country Portfolio Evaluation. Timor-Leste: An Evaluation of WFP's Portfolio (2008–2012)*. Référence OE/2013/001: <http://documents.wfp.org/stellent/groups/public/documents/reports/wfp257249.pdf>.

⁵³ Sheehan, P. et al. 2017. *Building the foundations for sustainable development: a case for global investment in the capabilities of adolescents. The Lancet*, 390(10104): 1792–1806: [http://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736\(17\)30872-3/abstract](http://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736(17)30872-3/abstract).

⁵⁴ La première table ronde a eu lieu en novembre-décembre 2015 et la seconde en mai 2017.

par rapport à des produits internationaux analogues n'ont cessé de soulever des difficultés. Le PAM a donc cherché récemment à partager les coûts avec les ministères ayant des mandats qui se recoupent, à préconiser d'importer parallèlement du SuperCereal pour assurer la continuité de l'approvisionnement, et à encourager des méthodes de gestion plus efficaces et des gains d'efficacité concernant Timor Global.

43. L'évaluation indépendante à mi-parcours du projet nutritionnel intégré en cours, financé par l'Union européenne et mis en œuvre conjointement par le PAM et l'UNICEF, a conclu que ce programme est en train d'atteindre ses objectifs, mais qu'il aurait pu être plus efficace si les rôles des deux organisations et un calendrier commun avaient été définis plus clairement dès le début.
44. En 2016, face à la menace liée au phénomène El Niño et en partenariat avec les ministères, le PAM a réalisé une enquête sur la résilience des moyens d'existence, afin de mieux cibler les interventions immédiates et d'avoir un aperçu des risques futurs, notamment l'impact du changement climatique sur les moyens d'existence des communautés. L'examen stratégique relatif à l'ODD 2 a relevé une tendance à utiliser uniquement quelques types génétiques de semences pour la production agricole et souligné les risques que les effets du changement climatique pourraient faire peser sur la sécurité alimentaire compte tenu de cette situation.
45. Le PAM a participé à l'exercice d'intervention en cas de catastrophe mené en 2016 par le Pan Pacific Partnership et dont la mise en œuvre a été facilitée par le Gouvernement timorais et le Bureau de la coordination des affaires humanitaires. Cet exercice a rassemblé des représentants des pouvoirs publics, des forces armées, des Nations Unies et des ONG pour une simulation ayant pour objet de mieux comprendre les rôles opérationnels que chaque acteur pourrait jouer dans une situation d'urgence. Un exercice d'intervention en cas de tsunami au niveau local a été également effectué en 2016 avec la participation de nombreux organismes.

2.2 Potentialités pour le PAM

46. L'examen stratégique a permis de recenser les priorités pour chacune des cinq cibles nationales relatives à l'ODD 2. Compte tenu de ses avantages comparatifs, le PAM a plusieurs possibilités pour soutenir le Gouvernement et les communautés, à savoir: continuer à assurer le traitement de la malnutrition pendant que les pouvoirs publics renforcent leurs capacités et que lui-même se prépare à réorienter son action vers la prévention de la malnutrition, moyennant l'intensification de ses activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements, avec notamment des messages ciblant les adolescentes et les hommes; réaliser une analyse d'impact portant sur les effets des programmes de protection sociale sur la nutrition et la production agricole; favoriser la consommation d'aliments riches en nutriments disponibles localement pour promouvoir une alimentation variée; soutenir les petits exploitants tout au long de la chaîne de valeur, y compris en continuant à contribuer à la mise au point d'aliments enrichis et de la législation sur l'enrichissement des produits alimentaires; et faciliter l'approvisionnement régulier et la préparation aux catastrophes au sein des communautés grâce à une gestion efficace et efficiente de la chaîne d'approvisionnement. Les autres priorités recensées lors de l'examen stratégique relèvent davantage des compétences d'autres acteurs.

2.3 Réorientations stratégiques

47. Le PSP vise à relever les défis mis en évidence et propose des actions prioritaires fondées sur les conclusions tirées des évaluations et des analyses d'impact, de l'examen stratégique relatif à l'ODD 2 et des consultations menées avec le Gouvernement, les partenaires de développement et les communautés. Ces consultations, ainsi que les observations des communautés sur l'intervention du PAM face au phénomène El Niño, ont souligné combien il est important de continuer à fournir une assistance alimentaire à court terme, tout en reconnaissant qu'à plus long terme, le PAM devra renforcer les capacités nationales et locales et investir dans des programmes en faveur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle durable, pour soutenir les progrès accomplis par le pays sur la voie de l'obtention du statut de pays à revenu intermédiaire et de la réalisation de l'ODD 2. C'est également l'occasion de procéder à une réorientation stratégique vers une approche contribuant à faire évoluer les relations entre les sexes, qui s'adresse aux hommes, aux garçons et aux adolescentes, **y compris ceux qui vivent avec un handicap.**

48. Le PSP fait fond sur le partenariat de longue durée établi entre le Gouvernement et le PAM et tire parti des avantages comparatifs de ce dernier et de ses complémentarités avec ses partenaires. Il est en phase avec le plan national de développement stratégique et contribue à la mise en œuvre des piliers "capital social" et "développement institutionnel" du PNUAD (2015–2019), tout en concourant aux résultats stratégiques 2 et 5 du PAM.

3. Orientation stratégique du PAM

3.1 Direction, orientations et impact escompté

49. Le plan d'action national axé sur le Défi Faim zéro, ainsi que la politique en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle et la stratégie nutritionnelle nationales, fournissent le cadre général dans lequel s'inscrit la contribution du PAM à la concrétisation des priorités et des objectifs nationaux en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle. Le KONSSANTIL coordonne les actions interministérielles visant à atteindre cet objectif collectif. Les deux effets directs stratégiques du PAM contribuent directement et de manière intégrée à la réalisation de cet objectif, et le PAM ainsi que la FAO sont des membres actifs du forum que constitue le KONSSANTIL.
50. L'idée est que le PAM continue de se détourner de l'assistance alimentaire au profit de la participation à l'élaboration des politiques et du développement des capacités, en vue d'un transfert progressif des responsabilités vers des programmes gérés par les communautés et financés par le Gouvernement.
51. Conformément à la politique de décentralisation et à la stratégie en matière d'audit social suivies par le Gouvernement, ainsi qu'aux engagements du PAM concernant la responsabilité à l'égard des populations touchées et la communication visant à faire évoluer la société et les comportements, le PAM réaffirme que le Gouvernement et ses institutions sont ses principaux partenaires et place les communautés au centre de toutes les actions, afin que la participation équitable aux activités et leur appropriation soient intégrées progressivement aux structures et aux plans de développement locaux.
52. Conformément au Plan stratégique du PAM pour 2017–2021⁵⁵, à sa Politique en matière de problématique hommes-femmes (2015–2020)⁵⁶ et à son Plan d'action connexe⁵⁷, les questions **déliées à la parité hommes-femmes et au handicap** seront prises en compte tout au long de l'élaboration, de l'exécution et du suivi du PSP, afin de garantir que des programmes et politiques propres à favoriser l'évolution des relations entre les sexes seront mis en œuvre en vue de libérer le monde de la faim. Le PAM s'assurera donc que: toutes les données relatives aux personnes sont ventilées par âge et par sexe; l'analyse de la problématique hommes-femmes fait partie intégrante des évaluations, des travaux de recherche, de l'assistance technique, des connaissances, de la gestion de l'information et des activités connexes; les questions de parité hommes-femmes sont intégrées aux programmes, aux politiques et aux initiatives de renforcement des capacités; et les femmes, les hommes, les filles et les garçons, **y compris ceux qui vivent avec un handicap** – ainsi que leurs organisations et institutions – collaborent de manière à favoriser l'autonomisation, à assurer l'égalité des résultats et à faire progresser l'égalité des sexes.

3.2 Effets directs stratégiques, domaines d'action privilégiés, produits escomptés et activités essentielles

Effet direct stratégique 1: D'ici à 2025, la nutrition des enfants de moins de 5 ans, des adolescentes et des femmes enceintes et allaitantes s'améliore par rapport aux objectifs nationaux

53. Le PAM contribuera à la réalisation des cibles nationales pour ce qui est d'améliorer la nutrition et l'accès à des produits alimentaires nutritifs, abordables et en quantité suffisante pendant toute l'année, ainsi qu'il est indiqué dans le plan d'action national axé sur le Défi Faim zéro, la stratégie

⁵⁵ WFP/EB.2/2016/4-A/1/Rev.2.

⁵⁶ WFP/EB.A/2015/5-A.

⁵⁷ WFP/EB.1/2016/4-B.

nutritionnelle et la politique en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle. Il s'agit avant tout de libérer le Timor-Leste de la malnutrition et de la faim d'ici à 2025 et de contribuer à la réalisation de la cible 2 de l'ODD 2 d'ici à 2030, ainsi qu'au résultat stratégique 2 du PAM.

Domaines d'action privilégiés

54. Cet effet direct stratégique agira sur les causes profondes et les facteurs déterminants sous-jacents de la malnutrition en facilitant l'accès des personnes ciblées à des produits alimentaires riches en nutriments et disponibles, en faisant prendre conscience des questions relatives à la nutrition et à la santé, et en améliorant la qualité des services nutritionnels grâce au renforcement des capacités des institutions et à la production de données factuelles sur les dispositifs de prestation de services et les interventions efficaces. La prestation par le PAM de services nutritionnels vise à combler les lacunes actuelles dans les capacités, tout en mettant en place des solutions pérennes pour améliorer les résultats en matière de nutrition dans l'ensemble du Timor-Leste.

Produits escomptés

55. La sécurité nutritionnelle des personnes ciblées et des populations vulnérables sera améliorée grâce à une approche à deux volets, qui comprend la fourniture de services et d'aliments riches en nutriments, associée au renforcement des capacités et au soutien technique dont bénéficieront les initiatives nationales.
56. Deux produits permettront d'obtenir l'effet direct stratégique 1:
- Les personnes ciblées (niveau 1) reçoivent des aliments nutritifs et une éducation nutritionnelle tenant compte de la problématique hommes-femmes aux fins de l'amélioration de leur état nutritionnel, de la diversité de leur apport alimentaire et de leur autonomisation.
 - Les populations vulnérables (niveau 3) tirent parti de la capacité renforcée des pouvoirs publics à mettre en œuvre des programmes nutritionnels nationaux qui ont pour fondement l'égalité des sexes, aux fins de l'amélioration de leur état nutritionnel.

Activités essentielles

Activité 1: Fournir des aliments nutritifs aux personnes ciblées et les sensibiliser moyennant des actions de communication visant à faire évoluer la société et les comportements

57. En collaboration avec la FAO, le FNUAP, l'UNICEF, ONU-Femmes, l'OMS, les donateurs et les partenaires locaux, le PAM aidera le Ministère de la santé et le KONSSANTIL à accélérer les progrès accomplis dans la mise en œuvre d'interventions prioritaires axées spécifiquement sur la nutrition, qui visent à réduire la malnutrition et les carences en micronutriments chez les enfants, les adolescentes, et les femmes enceintes et allaitantes, ainsi qu'il est stipulé dans le plan de mise en œuvre de la stratégie nutritionnelle nationale et dans le plan d'action axé sur le Défi Faim zéro. En particulier, cette activité contribuera à répondre à la priorité stratégique 1 de la stratégie nutritionnelle nationale, relative à l'amélioration de l'apport en nutriments des femmes enceintes et allaitantes, des enfants de moins de 5 ans et des adolescentes, et à la priorité stratégique 5 concernant les pratiques et les comportements nutritionnels optimaux tenant compte de la problématique hommes-femmes, qui sont encouragés moyennant la mobilisation sociale et la communication visant à faire évoluer les comportements.
58. Cette activité permettra de répondre aux besoins propres aux groupes cibles suivants: enfants âgés de 6 à 23 mois, grâce à des interventions visant à prévenir la malnutrition axées sur l'amélioration de l'alimentation complémentaire et de la diversité alimentaire; filles et garçons âgés de 6 à 59 mois, avec la prévention et le traitement de la malnutrition aiguë modérée, conformément aux directives nationales sur la prise en charge intégrée de la malnutrition aiguë; filles et femmes enceintes et allaitantes, en répondant à leurs besoins nutritionnels accrus grâce à la fourniture d'aliments enrichis et en améliorant leurs pratiques de soin par le biais de messages visant à faire évoluer les comportements dans les domaines de la nutrition, de la santé, de l'assainissement et de l'hygiène; hommes, garçons et personnes influentes au sein des communautés, dans le but de les sensibiliser, de les inciter à mener des activités de plaidoyer et de les faire participer à des pratiques optimales en matière de nutrition de la mère et de l'enfant,

sachant qu'il existe des liens entre ces pratiques et les activités concernant l'eau, l'assainissement et l'hygiène, la santé et la sécurité alimentaire; et adolescents, filles et garçons, par le biais de messages tenant compte de la problématique hommes-femmes et de discussions sur la nutrition, l'égalité entre les sexes et la santé génésique adaptés à ce groupe d'âge.

59. Afin d'accélérer les progrès accomplis dans la réduction de l'émaciation, en partenariat avec le Ministère de la santé, l'UNICEF et l'OMS, le PAM appuiera la mise en œuvre de la prise en charge intégrée de la malnutrition aiguë et sa transposition à l'échelle du pays, en fournissant des aliments nutritifs spécialisés et en assurant des activités renforcées de sensibilisation et de mobilisation des communautés, qui contribuent à la détection précoce des cas de malnutrition et à la réduction des taux d'abandon du traitement. Se fondant sur les directives nationales, les activités de traitement de la malnutrition aiguë sont destinées aux filles et aux garçons âgés de 6 à 59 mois, ainsi qu'aux filles et femmes enceintes et allaitantes. La fourniture par le PAM d'aliments nutritifs spécialisés à ces groupes cibles devrait prendre fin en 2019, avec le transfert complet de l'activité au Ministère de la santé d'ici à 2020. Cette démarche est conforme aux recommandations issues de l'examen stratégique relatif à l'ODD 2, qui visent à accroître la capacité de traitement de la malnutrition aiguë, à son niveau saisonnier ou lorsqu'elle atteint le seuil d'urgence.
60. Un dispositif communautaire de prise en charge de la malnutrition aiguë servira de cadre pour les activités visant à traiter et à prévenir toutes les formes de malnutrition, une place croissante étant accordée à la prévention et à la prise en charge des adolescentes, parallèlement à la suppression progressive d'ici à 2019 des interventions faisant appel aux aliments spécialisés pour traiter la malnutrition aiguë. Une approche à plusieurs volets sera suivie pour prévenir aussi bien la dénutrition que l'obésité: des actions de communication visant à faire évoluer la société et les comportements seront menées dans les centres de santé et au sein des communautés et des ménages, et des liens seront établis avec les programmes axés sur l'amélioration de l'accès aux installations d'approvisionnement en eau potable, d'assainissement et d'hygiène, conformément à l'approche nutritionnelle de l'initiative WASH⁵⁸ (eau, assainissement et hygiène) et aux recommandations issues de l'examen stratégique. L'ensemble des instruments de communication du Ministère de la santé relatifs à la santé et à la nutrition de la mère et de l'enfant, ainsi que les directives nationales à l'intention des groupes de soutien aux mères, constitueront le socle de cette activité. La stratégie de communication visant à faire évoluer la société et les comportements adoptera une approche propre à transformer les relations entre les hommes et les femmes, qui remet en question les normes préjudiciables à cet égard et les rôles dévolus par la société aux deux sexes, les rapports hommes-femmes et les inégalités en matière de pouvoir au sein des ménages et des communautés, s'agissant notamment de l'accès aux ressources et de la faculté d'en disposer et de la participation à la prise de décisions au niveau du ménage et de la communauté. Dans le cadre des activités, des espaces sûrs seront mis à disposition pour que les femmes, les hommes et les adolescents, filles et garçons, **y compris handicapés**, puissent examiner des facteurs essentiels de la lutte contre le retard de croissance, à savoir: les pratiques efficaces et tenant compte de la problématique hommes-femmes en matière de nutrition, d'alimentation complémentaire et de soins, la santé génésique, l'hygiène et l'assainissement. Une analyse de la nutrition prenant en compte l'âge et le sexe sera réalisée afin de déterminer les points de départ envisageables pour mettre en place des mécanismes de prestation de services et des interventions efficaces, qui garantiraient la participation des adolescents, filles et garçons, et des hommes aux activités de communication visant à faire évoluer la société et les comportements, y compris grâce à la collaboration des chefs locaux et religieux, des clubs de jeunes et des groupes de soutien aux mères.

Activité 2: Fournir au Gouvernement et aux partenaires l'assistance technique et les données factuelles nécessaires pour améliorer l'efficacité des filets de sécurité et des programmes nationaux

61. Dans le droit fil de l'objectif de la stratégie nutritionnelle nationale, qui vise à améliorer les politiques et la capacité de mener une action nutritionnelle multisectorielle – priorité stratégique

⁵⁸ Action contre la faim. 2017. WASH' Nutrition: Guide pratique pour un meilleur impact nutritionnel grâce aux programmes intégrés WASH et nutrition: http://www.actioncontrelafaim.org/sites/default/files/publications/fichiers/2017_acf_wash_nutrition_manuel_fr_Id.compressed.pdf.

6⁵⁹ – et à fournir des données factuelles pour la conception des programmes – produit 3.1.4 – le PAM apportera une assistance technique et constituera la base de données factuelles nécessaire pour les interventions relatives à la nutrition et à la sécurité alimentaire au Timor-Leste. Une aide sera également apportée pour les évaluations de la nutrition. Cette activité supposera de travailler en étroite collaboration avec le KONSSANTIL, afin de créer un environnement favorable grâce à une meilleure efficacité des mécanismes de coordination de la nutrition aux niveaux national et infranational et à la mise en place de politiques solidaires et de cadres réglementaires dans ce domaine. Le bureau de pays prendra en particulier les mesures suivantes:

- Procéder à une analyse destinée à combler le déficit en nutriments pour évaluer l'accès de la population aux nutriments et ses besoins à cet égard, avec l'appui du Siège du PAM et du bureau régional et en collaboration avec les principaux partenaires. Moyennant la compilation et l'analyse des données sur la nutrition et la sécurité alimentaire, y compris des analyses du coût du régime alimentaire et du cadre politique, l'analyse destinée à combler le déficit en nutriments contribuera à la concertation nationale et éclairera la prise de décisions concernant les politiques futures et les programmes nutritionnels fondés sur des données factuelles. Elle permettra également de définir la manière de combler les déficits en nutriments des adolescentes et des groupes vulnérables mis en évidence grâce à l'analyse.
- Mener des travaux de recherche sur les contextes opérationnels, afin de mettre en évidence les interventions efficaces de prise en charge de la malnutrition aiguë qui sont adaptées au Timor-Leste et fondées sur les priorités de la recherche arrêtées au niveau international et recensées par la Coalition No Wasted Lives⁶⁰. L'objectif est de recommander des améliorations de la qualité, de la mise en œuvre et de la portée du programme de prise en charge intégrée de la malnutrition aiguë, et de contribuer à la base nationale et mondiale de données factuelles aux fins du traitement de la malnutrition aiguë.
- Proposer et mettre en place, moyennant une assistance technique, un mécanisme de coordination solide pour l'enrichissement des aliments, lequel permet de remédier aux carences en micronutriments, notamment en ayant recours pour la première fois à l'enrichissement du riz. Les activités de renforcement des capacités consisteront à: élaborer et mettre en œuvre une stratégie nationale d'enrichissement des aliments fondée sur une analyse du marché, ainsi que des études de l'acceptabilité de divers produits par les consommateurs; définir un cadre réglementaire, des directives, des normes et des plans d'activité pour la fourniture de riz enrichi par le biais des structures commerciales et de protection sociale; appuyer le dispositif multisectoriel de coordination de l'enrichissement des aliments; renforcer les mécanismes externes de suivi, et de contrôle et d'assurance de la qualité, du Gouvernement; sensibiliser les consommateurs et créer une demande d'aliments enrichis dans les communautés ciblées; et partager l'information et les données factuelles à travers un dialogue et dans le cadre d'ateliers. En outre, le PAM continuera de collaborer avec le partenariat public-privé pour la production locale de l'aliment enrichi Timor Vita et de chercher à mettre au point de nouveaux produits riches en nutriments adaptés aux diverses tranches d'âge, qui pourraient convenir pour les marchés commerciaux et de la protection sociale.

62. Le Timor-Leste est très exposé aux sécheresses à évolution lente, aux crues soudaines, aux glissements de terrain et aux feux incontrôlés. Si un tel choc se produit, les activités entreprises au titre de cet effet direct stratégique permettront au PAM d'y faire face en contribuant à la prévention et à la prise en charge de la malnutrition aiguë modérée, conformément au plan d'urgence du module de la nutrition pour le Timor-Leste.

⁵⁹ Ministère de la santé. 2013. Stratégie nutritionnelle nationale 2014–2019: <https://extranet.who.int/nutrition/gina/sites/default/files/TLS%202014%20National%20Nutrition%20Strategy.pdf>.

⁶⁰ www.nowastedlives.org

Effet direct stratégique 2: D'ici à 2020, la capacité des institutions gouvernementales nationales et infranationales à assurer des services relatifs à l'alimentation, à la nutrition et à la chaîne d'approvisionnement est durablement renforcée

63. Faisant fond sur les avantages comparatifs du PAM en matière de suivi et d'évaluation, de gestion de la chaîne d'approvisionnement et de prestation de services au niveau municipal, cet effet direct a pour objet de développer les capacités des ministères dans ces domaines. Il contribue à la réalisation de la cible 9 de l'ODD 17 et au résultat stratégique 5 du PAM.

Domaines d'action privilégiés

64. Cet effet direct stratégique met l'accent sur le renforcement de la résilience en améliorant la capacité des pouvoirs publics à suivre et évaluer les programmes de protection sociale, notamment les repas scolaires, et à gérer la chaîne d'approvisionnement, en particulier pour les activités sanitaires et logistiques. Parallèlement, les capacités du personnel des structures décentralisées, y compris au niveau municipal, seront renforcées afin d'assurer une prestation des services équitable, efficace et efficiente dans les communautés.

Produits escomptés

65. Cet effet direct est lié à l'ODD 5 en ce sens qu'il intègre l'égalité entre les sexes dans les cadres normatifs, les programmes de protection sociale et les chaînes d'approvisionnement. Les groupes vulnérables (niveau 3) tirent profit des programmes gouvernementaux, qui reposent sur des données ventilées de qualité et sur des analyses, et bénéficient de la capacité renforcée des administrations locales et centrale à gérer les chaînes d'approvisionnement, ce qui garantit l'accès aux vivres et aux fournitures médicales.

Activités essentielles

Activité 3: Doter le Gouvernement et les partenaires des compétences techniques requises pour améliorer le ciblage, le suivi et l'analyse des programmes

66. Par le biais du Ministère de la solidarité sociale, le Gouvernement a lancé début 2008 la *Bolsa da Mãe* (le "Sac de ma mère"). Ce programme d'assistance sociale, dont les cibles sont pertinentes et bien définies, soutiendra les efforts déployés par le Gouvernement pour passer à un système de protection sociale plus efficace, en permettant à des ménages démunis de sortir de la pauvreté grâce à des transferts monétaires. S'appuyer sur la *Bolsa da Mãe* présente un gros avantage, dans la mesure où ce programme est le seul au Timor-Leste qui cherche à constituer un capital humain en encourageant la fréquentation scolaire. Il prévoit un transfert monétaire de 5 dollars par enfant et par mois pour trois enfants au maximum.
67. Depuis son lancement en 2008, le programme *Bolsa da Mãe* a été considérablement intensifié afin de prêter assistance aux personnes démunies dans l'ensemble du pays. Au départ, le programme venait en aide à 7 051 familles ayant des enfants, mais en 2014, il assurait des transferts monétaires à 55 488 ménages vulnérables. Conformément à l'engagement du Gouvernement de remédier aux risques courus par les ménages ayant des enfants et à leurs facteurs de vulnérabilité, le budget alloué au programme a été augmenté pour financer cet élargissement. Le montant total des transferts monétaires s'élevait à 9 millions de dollars en 2014, ce qui représentait 6 pour cent du budget total du Ministère de la solidarité sociale pour cette même année.
68. Les transferts monétaires visent à encourager les ménages à investir en faveur de la santé, de la nutrition et de l'éducation de leurs enfants, améliorant ainsi le capital humain. Un ménage a droit aux transferts uniquement si tous ses enfants âgés de 6 à 17 ans sont scolarisés et fréquentent les cours pendant au moins 80 pour cent du nombre de jours d'école et si tous ses enfants âgés de moins de 12 mois ont eu toutes les vaccinations obligatoires.

69. Cela étant, le programme a des difficultés à s'assurer que les bénéficiaires respectaient les conditions requises⁶¹ en raison du manque de capacités administratives. Ces conditions sont donc "souples", en ce sens que le fait que les bénéficiaires ne les respectent pas n'a aucune incidence sur les transferts reçus. Il n'existe pas de dispositifs efficaces de suivi et une étude de l'impact de ces transferts monétaires assortis de conditions sur la fréquentation scolaire est indispensable.
70. Le PAM soutiendra les efforts déployés par le Gouvernement pour renforcer ses systèmes nationaux de protection sociale dans le cadre du programme *Bolsa da Mãe*, en ~~créant et tenant à jour~~ **mettant à sa disposition sa plateforme numérique pour la gestion des bénéficiaires et des transferts (SCOPE) pour lui permettre d'établir et de gérer** des registres des bénéficiaires ventilés par âge et par sexe, avec des données nutritionnelles et socioéconomiques actualisées sur tous les membres des ménages, afin de faciliter le ciblage des groupes vulnérables sur le plan nutritionnel, notamment les femmes vulnérables, les personnes âgées, les orphelins et les personnes handicapées. Le programme *Bolsa da Mãe* servira aussi de cadre pour diffuser des messages visant à faire évoluer la société et les comportements, qui tiennent compte de la nutrition et contribuent à transformer les relations entre les sexes. Ces messages seront adaptés aux différents groupes participant au système de protection sociale: il pourra s'agir de messages axés sur la nutrition ou en tenant compte qui préconisent la diversification de l'alimentation grâce aux denrées disponibles localement, ou de messages qui encouragent l'accès à l'éducation pour les filles, le recours plus fréquent aux services sanitaires et nutritionnels et l'égalité entre les sexes, tout en luttant contre les attitudes et les comportements discriminatoires et préjudiciables. Les actions de communication visant à faire évoluer la société et les comportements seront fondées sur la stratégie détaillée envisagée à cet égard au titre de l'activité 1.
71. Par ailleurs, le PAM aidera le Gouvernement à saisir les occasions offertes par la coopération Sud-Sud, dans le cadre du Centre d'excellence du PAM pour la lutte contre la faim, établi au Brésil, et des partenariats stratégiques noués en Chine et en Inde, afin qu'il tire parti des connaissances, des ressources, des technologies et de l'assistance technique disponibles pour mettre en œuvre de manière pérenne le programme *Bolsa da Mãe*. Le PAM étudiera également les solutions et les innovations qui sont considérées par le Timor-Leste comme étant des "succès nationaux", telles la réforme de la santé et l'enveloppe de prestations sanitaires de base du Ministère de la santé⁶², qui pourraient être partagées avec d'autres pays en développement.

Activité 4: Doter le Gouvernement et ses partenaires des compétences techniques requises pour mettre en place un dispositif efficient et efficace de gestion de la chaîne d'approvisionnement

72. Le partenariat noué en 2016 et 2017 avec l'entreprise du secteur privé Timor Global et avec le service du Ministère de la santé chargé de la distribution – la pharmacie centrale (SAMES, *Serviço Autónomo de Medicamentos e Equipamentos de Saúde*) – a permis de mener avec succès dans une municipalité un projet pilote de gestion de la chaîne d'approvisionnement en produits pharmaceutiques et aliments thérapeutiques, et de réaliser ainsi des économies grâce à l'achat et à la distribution en temps voulu des médicaments destinés aux sites ciblés. Ce dispositif évite les ruptures d'approvisionnement ainsi que le surstockage de médicaments coûteux et permet le suivi en temps réel de l'utilisation des produits dans chaque dispensaire. Le PAM étudiera les possibilités d'intégrer des modalités et des activités qui favorisent l'égalité entre les sexes dans la gestion de la chaîne d'approvisionnement. Il continuera également à apporter une assistance technique en affectant des agents du PAM aux niveaux municipal et national, et en renforçant l'appui en matière de politiques et de stratégies nationales qu'il apporte au SAMES, au Ministère de la santé et aux autres ministères, en particulier le Ministère du commerce, de l'industrie et de l'environnement.

⁶¹ Banque mondiale. 2013. Rapport sur les dépenses publiques d'aide sociale et la performance des programmes au Timor-Leste. Rapport No. : 73484-TP. <http://documents.worldbank.org/curated/en/193531468117251571/pdf/734840WP0P126300PER000240June00eng.pdf>.

⁶² Sur les 188 nations que compte l'indice des ODD liés à la santé pour la période 2000-2015, le Timor-Leste est retenu comme le pays ayant accompli le plus de progrès: <http://timor-leste.gov.tl/?p=16239&lang=en>; et Mesure des objectifs de développement durable liés à la santé: une analyse de référence fondée sur l'étude de la charge mondiale de morbidité. 2015: [http://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736\(16\)31467-2/fulltext](http://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736(16)31467-2/fulltext).

73. ~~À mesure que~~ **Tirant parti du succès de mSupply Mobile⁶³, un appui continuera d'être apporté en ce qui concerne** le logiciel de gestion des stocks ~~mSupply Mobile sera mis en place dans toutes les municipalités et élargi de manière à inclure les opérations du Centre logistique national, un appui sera apporté~~ **intégré au registre électronique de santé du dispositif "Saúde na Família" (santé familiale) et** pour développer les compétences techniques de toutes les parties prenantes ~~et jeter des bases solides en vue d'un apprentissage continu par la pratique.~~
74. Le PAM aidera le Ministère du commerce, de l'industrie et de l'environnement, et en particulier son Centre logistique national, à renforcer leurs pratiques de gestion de la chaîne d'approvisionnement moyennant: une formation à la gestion des entrepôts; l'amélioration de la planification et des pratiques en matière d'entreposage, de manutention et de transport; et un appui stratégique à l'élaboration des politiques concernant les réserves céréalières et la planification de la distribution, notamment aux fins des activités de préparation aux catastrophes et des interventions et distributions effectuées dans le cadre des filets de protection, mais aussi pour contribuer à limiter la présence d'aflatoxines dans les denrées produites localement.
75. Il sera prévu au titre de cette activité d'aider le Ministère de l'éducation à relever les défis particuliers en matière de gestion de la chaîne d'approvisionnement posés par le programme de repas scolaires du ministère, notamment le choix des produits et leurs spécifications, les diverses modalités de distribution possibles, ainsi que la planification et le suivi de la distribution.
76. Compte tenu des niveaux élevés d'aflatoxines et de leur incidence sur le retard de croissance des enfants au Timor-Leste, le PAM, en collaboration avec la FAO et l'OMS, contribuera à l'élaboration de politiques relatives à la sécurité sanitaire des aliments et de normes de qualité applicables à la production des denrées alimentaires.

3.3 Stratégies en matière de transition et de retrait

77. La période couverte par le PSP, qui est une période de transition, correspond à une réorientation importante du rôle du PAM, qui passera de l'exécution directe des programmes de développement à un appui axé sur le renforcement des capacités dans les domaines de la prévention de la malnutrition, de la sensibilisation et des activités visant à faire évoluer les comportements. La prise de décisions et la prestation de services seront facilitées par un dispositif efficace d'approvisionnement, par une gestion complémentaire des connaissances et par des activités efficaces de suivi et d'évaluation.
78. Afin de permettre un transfert progressif des responsabilités, le PAM veillera à ce que les activités soient en phase avec les programmes nationaux et intégrées aux plans de développement du Gouvernement. Il développera et augmentera les capacités à tous les niveaux des administrations et au sein des communautés, y compris les capacités nécessaires pour faire progresser l'égalité entre les sexes, qui est une condition requise pour parvenir à la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Le PAM encouragera l'autonomisation des femmes en favorisant un environnement dans lequel elles peuvent prendre des décisions dans leur propre intérêt et faire des choix qui ont une incidence sur leur ménage et leur communauté. Le PAM plaidera en faveur de l'émancipation économique des femmes et de l'éducation des filles, en contribuant à faire reconnaître l'action des femmes au sein des communautés ainsi que leur prise de décisions et leur participation effectives dans le cadre de la conception, la mise en œuvre et le suivi des programmes. La participation des hommes et des garçons aux activités nutritionnelles sera également encouragée. Afin d'assurer la pérennité des programmes et leur appropriation par les communautés, celles-ci seront considérées comme étant des partenaires actifs et les "premiers intervenants", plutôt que les bénéficiaires de l'assistance. Ainsi, les communautés seront à même de prendre leurs propres décisions et d'assurer leur sécurité alimentaire et nutritionnelle grâce à leurs contributions au niveau local et à leurs capacités.

⁶³ mSupply© est un logiciel conçu pour la gestion des stocks de fournitures médicales. Il est actuellement utilisé dans plus de 35 pays, notamment en Afrique, en Asie et dans la région Pacifique.

4. Modalités d'exécution

4.1 Analyse des bénéficiaires

79. Le ciblage des activités menées au titre de l'effet direct stratégique 1 sera fondé sur les critères d'admission définis dans les directives nationales pour la prise en charge intégrée de la malnutrition aiguë, et prendra pour référence le périmètre brachial pour déterminer l'état nutritionnel et l'admissibilité à un traitement utilisant des aliments nutritifs spécialisés. Aux fins de la prévention de la malnutrition, les données issues des enquêtes nutritionnelles et de l'enquête démographique et de santé nationale seront utilisées pour recenser les zones géographiques caractérisées par des taux de retard de croissance élevés et une faible proportion de filles et de garçons âgés de 6 à 23 mois recevant un apport alimentaire minimum acceptable. La plateforme numérique du PAM pour la gestion des bénéficiaires et des transferts (SCOPE) sera utilisée pour enregistrer les bénéficiaires pour les deux effets directs stratégiques.

Effet direct stratégique	Activité	Femmes et filles*	Garçons**	Total
1	Fournir des aliments nutritifs aux personnes ciblées et les sensibiliser moyennant des actions de communication visant à faire évoluer la société et les comportements	54 000	18 000	72 000
	Fournir au Gouvernement et aux partenaires l'assistance technique et les données factuelles nécessaires pour améliorer l'efficacité des filets de sécurité et des programmes nationaux			
2	Doter le Gouvernement et les partenaires des compétences techniques requises pour améliorer le ciblage, le suivi et l'analyse des programmes			
	Doter le Gouvernement des compétences techniques requises pour mettre en place un dispositif efficace et efficace de gestion de la chaîne d'approvisionnement			
Total		54 000	18 000	72 000

* Filles et femmes enceintes et allaitantes, adolescentes et petites filles âgées de 6 à 59 mois qui reçoivent des aliments nutritifs spécialisés.

** Garçons âgés de 6 à 59 mois qui reçoivent des aliments nutritifs spécialisés. Les nombres effectifs de bénéficiaires seront collectés, analysés et communiqués, par sexe et par âge. Les bénéficiaires destinataires des messages visant à faire évoluer la société et les comportements – soit environ 250 000 femmes, hommes, filles et garçons – ne sont pas inclus.

	Scolarisés			Non scolarisés					
	10–14 ans	15–19 ans	Total	10–14 ans	15–19 ans	Total			
Garçons	80 721	69 839	150 560	70 257	52 888	123 145	10 464	16 951	27 415
Filles	75 548	67 033	142 581	66 282	49 955	116 237	9 266	17 078	26 344
			293 141			239 382			53 759

4.2 Transferts

Transferts de vivres et transferts de type monétaire

80. Le rapport coût-efficacité, la pérennité et l'acceptation par les communautés – étant entendu que les questions d'égalité entre les sexes sont prises en compte – sont des facteurs essentiels dans le choix des modalités de transfert appropriées pour obtenir les effets directs stratégiques.
81. L'assistance alimentaire, associée à des activités comprenant des actions de communication visant à faire évoluer la société et les comportements et des programmes nutritionnels, contribuera à l'obtention des effets directs. Pendant la période couverte par le PSP, les distributions de vivres seront progressivement réduites.

TABLEAU 3: RATIONS ALIMENTAIRES (g/personne/jour) ET VALEUR DES TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE (dollars/personne/jour), PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE ET PAR ACTIVITÉ			
	Effet direct stratégique 1		Effet direct stratégique 2
	Activité 1: Fournir des aliments nutritifs aux personnes ciblées et les sensibiliser moyennant des actions de communication visant à faire évoluer la société et les comportements		
	Enfants âgés de 6 à 59 mois, filles et femmes enceintes et allaitantes, et adolescentes		
	Vivres: Timor Vita/SuperCereal	Vivres: Suppléments nutritionnels prêts à consommer	
Ration	200	100	
Total kcal/jour	781	535	
% kcal d'origine protéique	15,5	10,5	
Transferts de type monétaire (dollar/personne/jour)			
Nombre de jours d'alimentation	180	60	

TABLEAU 4: TOTAL DES BESOINS EN VIVRES/ TRANSFERTS DE TYPE MONÉTAIRE ET VALEUR		
Type de vivres/transferts de type monétaire	Total (en tonnes)	Total (en dollars)
Suppléments nutritionnels prêts à consommer	216,7	666 476
Aliments composés et mélanges	1 298,5	1 688 037
Transferts de type monétaire	0	0
Total	1 515,2	2 354 513

Renforcement des capacités, notamment dans le cadre de la coopération Sud-Sud

82. Le développement des capacités et l'assistance technique seront assurés pour les deux effets directs stratégiques tandis que le Timor-Leste s'achemine vers le statut de pays à revenu intermédiaire et que le PAM s'écarte progressivement de ses modalités d'exécution directe pour intervenir en amont, en apportant une assistance et un appui aux Gouvernements et à ses partenaires. L'établissement de partenariats solides avec les ministères permettra de renforcer les compétences et les capacités qui favorisent l'appropriation nationale des programmes et leur pérennité.

83. Le PAM facilitera l'échange de connaissances, de compétences et de savoir-faire avec son Centre d'excellence contre la faim au Brésil, dans le cadre de la coopération Sud-Sud, afin de renforcer les capacités du Gouvernement et des communautés en matière de mise en œuvre et de gestion du programme de repas scolaires, y compris les activités d'alimentation scolaire utilisant la production locale qui encouragent les achats locaux auprès de petits exploitants et remédient aux inégalités économiques entre les femmes et les hommes. Les possibilités de partenariat suivantes seront étudiées: avec le Centre d'excellence du PAM en Chine, afin d'appuyer les activités de plaidoyer en faveur de la politique en matière de nutrition et de sécurité alimentaire, de renforcer le développement des capacités nationales et de partager l'expérience acquise dans le domaine du ciblage et de l'analyse aux fins des programmes de sécurité alimentaire, de réduction de la pauvreté et de nutrition; et avec le nouveau Centre d'excellence du PAM en Inde, en vue d'échanger les enseignements tirés sur l'amélioration des effets directs d'ordre nutritionnel, s'agissant en particulier de la réduction des carences en micronutriments grâce à l'enrichissement des aliments.
84. Le PAM suivra de près la procédure de demande d'adhésion à l'ASEAN présentée par le Timor-Leste et adaptera en conséquence ses modalités de préparation aux situations d'urgence et d'intervention en cas de crise.
85. Compte tenu du passage du Timor-Leste d'une situation de conflit à la paix, et des efforts déployés par le G7+ pour être à la tête de la coopération entre les États fragiles, le PAM facilitera le partage de l'expérience acquise en venant à bout des conflits et de la fragilité. La mise au point par le Timor-Leste d'une feuille de route relative aux ODD, qui définit un cadre pour atteindre les ODD conformément aux plans gouvernementaux, constitue pour les autres pays fragiles ou en situation de conflit un exemple d'engagement en faveur de la réalisation du Programme 2030.

4.3 Chaîne d'approvisionnement

86. Il existe des réseaux d'approvisionnement bien établis pour les opérations du PAM. Le partenariat public-privé conclu entre Timor Global, le Gouvernement et le PAM pour la production du Timor Vita, aliment enrichi localement destiné aux filles et aux femmes enceintes et allaitantes, et aux adolescentes, continuera d'être développé en vue d'une distribution sur les marchés commerciaux et d'une éventuelle utilisation pour les programmes de repas scolaires. Les suppléments nutritionnels pour les filles et les garçons de moins de 5 ans continueront d'être importés.
87. Les efforts visant à encourager le Gouvernement à utiliser des aliments enrichis pour ses programmes de protection sociale et à constituer des réserves alimentaires nationales seront poursuivis, notamment en plaidant en faveur d'une législation sur les normes relatives à l'enrichissement des aliments.

4.4 Capacité du bureau de pays et profil du personnel

88. Le PAM maintiendra une présence suffisante sur le terrain en intégrant des membres du personnel de son bureau de pays dans les bureaux infranationaux du Ministère de la santé et du SAMES. Le PAM mettra à disposition des compétences techniques spécialisées en nutrition, tandis qu'un programme visant à "nationaliser" les postes de cadres supérieurs du bureau de pays, moyennant la valorisation des compétences nécessaires et l'autonomisation du personnel, sera mis en œuvre. Actuellement, les fonctions du bureau de pays relatives au suivi et à l'évaluation, aux technologies de l'information, aux ressources humaines, aux achats et à la logistique sont dirigées par des administrateurs nationaux.
89. Le profil du personnel sera passé en revue et la parité entre les sexes sera encouragée à tous les niveaux et dans tous les domaines fonctionnels, de même que la maîtrise des compétences nécessaires pour prendre en considération et résoudre les questions liées à la problématique hommes-femmes.

4.5 Partenariats

90. Pour atteindre le but fixé, à savoir améliorer la sécurité alimentaire, il est nécessaire d'assurer l'accès aux aliments nutritifs dans l'ensemble du pays. Il faut pour ce faire établir des partenariats avec le secteur privé, afin d'encourager les entreprises commerciales à utiliser les matières premières et l'industrie manufacturière locales pour que les produits locaux puissent concurrencer les marchandises importées.
91. Se fondant sur les constatations issues de l'examen stratégique relatif à l'ODD 2, le PAM s'est positionné en tant que producteur de connaissances; dans le cadre des efforts déployés en concertation avec le Ministère de la santé, il étudiera la possibilité de mettre en place un suivi périodique pour s'assurer que ces constatations et les activités entreprises pour leur donner suite restent pertinentes.
92. L'appui prêté par le PAM complète celui de la FAO, qui est étroitement impliquée dans les activités relatives à l'agriculture de subsistance visant à atteindre l'ODD 2, dans le cadre de son programme d'agriculture de conservation, du soutien apporté pour prévenir les pertes après récolte et de la fourniture de semences, qui sont mis en œuvre en collaboration avec le Ministère de l'agriculture et des pêches. L'étroite relation de travail qui existe entre le PAM et la FAO leur permet d'aider le forum interministériel du Gouvernement, le KONSSANTIL, à fixer des priorités pour atteindre les objectifs du plan d'action axé sur le Défi Faim zéro.
93. Le PAM tirera parti des possibilités offertes par sa participation au Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA), qui compte de nombreuses parties prenantes, afin de renforcer sa collaboration avec le secteur privé dans le but d'encourager les chaînes d'approvisionnement commerciales à fournir des aliments nutritifs aux communautés rurales, d'étudier les possibilités d'enrichissement de denrées locales, de mobiliser des ressources à l'appui des initiatives du PAM et du Gouvernement, et de développer la coopération et l'innovation en établissant des réseaux commerciaux. Le PAM collaborera avec les homologues du CSA appartenant à la société civile, les universités et les instituts de recherche, afin de faciliter la production de données factuelles aux fins des processus d'élaboration des politiques, de la mise au point d'actions de communication visant à faire évoluer la société et les comportements et de la participation des hommes et des garçons aux activités nutritionnelles.
94. Les partenariats avec des ONG locales continueront de favoriser la création de groupements communautaires, tels que les groupes de soutien aux mères et les groupements de jeunes, et la collaboration avec ces groupes, afin de faire mieux comprendre les questions nutritionnelles au niveau des communautés et des ménages. Le PAM, le FNUAP et ONU-Femmes prévoient de mettre en œuvre des programmes communs à l'intention des adolescentes. Les partenariats visant à renforcer la participation des hommes et des garçons aux activités nutritionnelles seront encouragés, et les secteurs de la sécurité alimentaire et de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène continueront de collaborer et de se compléter.
95. Compte tenu de la vulnérabilité et de l'isolement des personnes les plus exposées à l'insécurité alimentaire, le PAM inscrira systématiquement dans tous ses partenariats stratégiques et opérationnels la prise en considération des questions de protection, de l'égalité hommes-femmes et de la responsabilité à l'égard des populations touchées – y compris la prévention de l'exploitation et des atteintes sexuelles.

5. Gestion de la performance et évaluation

5.1 Modalités de suivi et d'évaluation

96. Le PAM mettra au point un plan de suivi, d'examen et d'évaluation tenant compte de la problématique hommes-femmes, qui sera conforme au cadre de résultats institutionnels du PAM et mesurera la performance par rapport aux cibles du plan d'action du Timor-Leste axé sur le Défi Faim zéro et aux indicateurs institutionnels du PAM. Les indicateurs d'effet direct et de performance seront mesurés chaque année en coordination avec le Ministère de la santé et d'autres partenaires. COMET, l'outil des bureaux de pays du PAM pour une gestion efficace, permettra de saisir les données nécessaires pour les rapports normalisés sur les résultats et, conformément au New Deal pour l'engagement dans les États fragiles, d'intégrer ces données

- dans le système d'information du Ministère de la santé. Les outils COMET et MDCA (collecte et analyse des données de suivi) seront utilisés pour le suivi des indicateurs de performance clés, ainsi que pour la planification et la gestion des activités. Les données recueillies sur le terrain par le biais des questionnaires de suivi, des évaluations conjointes et des enquêtes seront traitées par voie électronique, les données étant transmises en temps réel. Les ressources financières pour les mesures de référence, les évaluations et le personnel nécessaire ont été inscrites au budget.
97. Des données sur les indicateurs d'effet direct, de produit et de procédé seront recueillies par des femmes et des hommes faisant partie du personnel du PAM ou du Gouvernement. Les indicateurs seront ventilés par sexe et par âge, selon le cas, et par degré d'invalidité, lorsque cela est possible. La performance sera régulièrement suivie, analysée et publiée dans le cadre de rapports annuels sur les résultats et de rapports de suivi semestriels. Ces rapports seront complétés par des évaluations de la sécurité alimentaire et de la nutrition et par un suivi des prix du marché effectué par le Ministère des finances. Les données de référence pour tous les effets directs seront établies dans les trois mois suivant le début de la mise en œuvre du PSP, en se fondant sur les données provenant d'interventions nutritionnelles préexistantes, lorsqu'elles sont disponibles, et sur les procédures de suivi précédentes. Une évaluation décentralisée est prévue début 2020 en vue d'évaluer les interventions de développement et d'augmentation des capacités qui ne sont pas liées à la fourniture de l'assistance alimentaire et sont mises en œuvre au titre de l'activité 2, et une évaluation du portefeuille de pays sera réalisée vers la fin de 2020.
 98. Les indicateurs de performance clés seront définis de manière à rendre compte des cibles nationales fixées dans la politique en matière de sécurité alimentaire et nutritionnelle et la stratégie nutritionnelle nationales. L'analyse des tendances permettra d'évaluer les acquis en vue d'une comparaison avec les tendances passées. Les indicateurs de performance clés serviront également à suivre les progrès accomplis pour combler l'écart entre les sexes.
 99. S'appuyant sur la politique du PAM en matière de problématique hommes-femmes (2015–2020) et compte tenu de la stratégie régionale adoptée pour sa mise en œuvre, le plan d'action du bureau de pays dans ce domaine couvre tous les secteurs d'activité, à toutes les étapes, de la conception à l'exécution et au suivi, et garantit la prise en compte systématique de la problématique hommes-femmes ainsi que la mise en œuvre d'actions ciblées visant à promouvoir l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes. Le réseau de suivi des résultats en matière d'égalité des sexes du bureau de pays servira de catalyseur pour faire progresser l'application de la politique du PAM en matière de problématique hommes-femmes et coordonner l'examen semestriel des activités entreprises au titre du plan d'action mis en œuvre dans ce domaine, afin d'évaluer si les différents besoins et intérêts des femmes, des hommes, des filles et des garçons, **y compris ceux qui vivent avec un handicap**, sont bien pris en considération et si l'égalité des chances est instaurée. Une formation sur l'égalité des sexes et la protection a été dispensée à l'ensemble du personnel du PAM, mais le développement systématique des capacités concernant la problématique hommes-femmes sera encouragé et étendu aux partenaires, moyennant des formations périodiques et l'intégration de ces questions au dispositif d'accueil du personnel nouvellement recruté et des partenaires du PAM.
 100. Un plan d'action relatif à la protection et à la responsabilité à l'égard des populations touchées, s'inspirant de la politique du PAM en matière de protection humanitaire (2012)⁶⁴, est en place. Il a pour objet de réduire les différences entre les sexes pour ce qui est de bien connaître les programmes du PAM et prévoit la mise en place d'un mécanisme ouvert à tous pour recueillir les observations des bénéficiaires, qui tiennent compte des problèmes linguistiques et d'alphabétisation.

⁶⁴ WFP/EB.1/2012/5-B/Rev.1.

5.2 Gestion des risques

Risques contextuels

101. Le principal risque contextuel est lié au fait que la stabilité économique future dépend dans une large mesure de la capacité à trouver une solution à long terme, viable et durable, pour remplacer les recettes tirées actuellement du gaz et du pétrole, dont le pays est tributaire. La difficulté est de faire face à ce risque tout en respectant l'engagement pris d'investir en faveur des ressources humaines, un atout qui ne fait pas défaut au Timor-Leste, en particulier parmi sa jeunesse.

Risques programmatiques

102. Sur le plan des programmes, le risque principal est celui d'un manque de fonds. Dans le passé, le budget national a privilégié largement l'infrastructure plutôt que le développement social et les ressources humaines. Sur la base des constatations d'un séminaire sur la nutrition, organisé avec succès conjointement par le Parlement national et le PAM, le budget national de 2017 laisse apparaître les premiers indices d'un retournement de tendance, avec la multiplication par sept des fonds destinés à la nutrition dans le budget du Ministère de la santé. Afin d'atteindre l'ODD 2 et les cibles y relatives figurant dans le plan national de développement stratégique pour 2011–2030, les crédits alloués à la nutrition dans le budget national doivent encore être augmentés, ainsi que le préconisent les pays donateurs.
103. Parallèlement à ces réorientations du budget national, les investissements consentis par les donateurs depuis l'indépendance devront être maintenus afin de compléter les fonds apportés par le Gouvernement. Les possibilités d'investissement du secteur privé dans le marché de la nutrition et l'agriculture commerciale doivent être développées.
104. Il existe un risque opérationnel lié à l'utilisation du Timor Vita pour la supplémentation alimentaire des filles et des femmes enceintes et allaitantes. Le manque de fiabilité de la production de Timor Vita, tant sur le plan de la qualité que du respect des délais, constitue un risque pour le succès des opérations. Les demandes visant à atténuer ce risque en autorisant l'importation de SuperCereal en remplacement n'ont pas abouti. En effet, le Gouvernement continue d'encourager le développement de la production locale, pour laquelle il est toutefois difficile de satisfaire aux normes de sécurité sanitaire du PAM du fait de la qualité des matières premières locales, notamment de la prévalence de niveaux élevés d'aflatoxines.

Risques institutionnels

105. Depuis l'indépendance de Timor-Leste, les gouvernements successifs ont adopté la vision d'une société meilleure, plus équitable et libérée de la faim, mais il a été difficile de traduire cette vision en actions en raison des compétences limitées dont disposent les personnels des ministères et des autres organismes d'exécution, à cause des niveaux insuffisants d'éducation et de nutrition qui ont marqué les années de conflit. Ce déficit de compétences constitue un risque institutionnel et les activités de développement doivent être complétées par un renforcement des capacités au sein des ministères.
106. Après l'élection présidentielle couronnée de succès qui a eu lieu en mars 2017, à la suite d'un changement volontaire de premier ministre en 2015, le Timor-Leste est stable sur le plan politique. Selon l'indice de démocratie établi par l'Economist Intelligence pour 2016⁶⁵, le Timor-Leste est bien classé, avec un score de 7,24, ce qui le place devant tous les autres États membres de l'ASEAN.
107. Le bureau de pays et les bureaux auxiliaires du PAM, ainsi que leurs procédures opérationnelles, sont conformes aux normes minimales de sécurité opérationnelle des Nations Unies.

⁶⁵ <https://infographics.economist.com/2017/DemocracyIndex/>.

6. Des ressources axées sur les résultats

6.1 Budget de portefeuille de pays

TABLEAU 5: BESOINS BUDGÉTAIRES ANNUELS (À TITRE INDICATIF) (en dollars)			
Effet direct stratégique	Année 1	Année 2	Année 3
1	5 534 031 508 171	4 589 413 567 968	3 519 723 503 275
2	1 772 082 763 801	941 285 87	695 851 692 599
Total	7 306 113 271 972	5 530 698 504 854	4 215 574 195 874

108. Le PSP est doté d'un budget de 17 millions de dollars pour les trois années de sa mise en œuvre. Les crédits budgétaires tiennent compte du passage progressif de la prestation directe de services à la fourniture d'un appui plus important pour les activités de plaidoyer et le développement des capacités, en vue du transfert de la responsabilité de la supplémentation alimentaire au Gouvernement d'ici à 2020. Cette approche, qui comporte une diminution progressive des transferts de vivres, vise à assurer la pérennité des deux effets directs stratégiques.
109. L'effet direct stratégique 1 s'attaque notamment à la malnutrition pendant les 1 000 premiers jours après la conception, en associant une supplémentation alimentaire visant à réduire le retard de croissance chez les filles et les garçons de moins de 2 ans à une intensification des efforts déployés pour faire évoluer les comportements, sensibiliser les populations aux questions de nutrition et faciliter l'accès aux aliments nutritifs disponibles localement. L'élimination progressive des transferts de vivres aux femmes enceintes et allaitantes est prévue pour 2020. Cet effet direct, dont le coût total s'élève à 13,6 millions de dollars, représente 80 pour cent du budget.
110. L'effet direct stratégique 2 met l'accent sur le développement des capacités des pouvoirs publics, aux niveaux central et local, afin d'améliorer la prestation de services. Les activités prévues au titre de cet effet direct aideront les systèmes de gouvernance à coordonner et mettre en œuvre des plans d'intervention multisectoriels de manière efficace.
111. Les ressources affectées à la prise en compte systématique de la problématique hommes-femmes et aux actions qui favorisent l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes au titre des deux effets directs stratégiques représentent plus de 15 pour cent du budget total.
112. Étant donné que les effets directs stratégiques sont liés entre eux et qu'ils comportent des activités complémentaires, les responsabilités seront clairement réparties afin d'éviter de multiplier inutilement les efforts et pour que les fonds dépensés contribuent à l'obtention des produits et des effets directs et que les modalités de l'assistance permettent de faire un usage efficace des ressources disponibles et de favoriser le respect de l'obligation redditionnelle.

6.2 Perspectives de financement

113. Le financement du PSP devrait être assuré principalement par les gouvernements donateurs habituels, par le budget national et, dans une certaine mesure, par le secteur privé. De 2012 à 2016, le PAM a reçu en moyenne 3 millions de dollars par an pour les activités menées au Timor-Leste. Les contributions sont restées stables grâce au financement pluriannuel assuré par l'Union européenne et l'Agence coréenne de coopération internationale. Dans la mesure où les donateurs sont désireux de soutenir la transition du pays vers le statut de pays à revenu intermédiaire, le PAM a bon espoir qu'il continuera de bénéficier de financements similaires jusqu'en 2020, mais en s'appuyant sur une base de donateurs plus large que les années précédentes.
114. Selon les prévisions, l'effet direct stratégique 1 bénéficiera d'un financement pluriannuel suffisant pour toute la durée du PSP. Sur la base des contributions confirmées et des indications favorables fournies par les donateurs pour le proche avenir, l'effet direct stratégique 2 sera financé à hauteur de 78 pour cent.

6.3 Stratégie de mobilisation des ressources

115. Les stratégies de mobilisation des ressources et de communication qui ont été mises au point soulignent la nouvelle orientation stratégique du PAM et le soutien qu'il peut apporter aux efforts déployés par le Timor-Leste pour obtenir le statut de pays à revenu intermédiaire et concrétiser ses cibles nationales au titre des ODD 2 et 17, tout en contribuant à la réalisation des ODD 1, 3, 4, 5 et 13.
116. Conformément à sa nouvelle orientation stratégique, le PAM adoptera une double approche: il renforcera son engagement pour ce qui est du soutien aux politiques, de l'autonomisation des communautés, du développement des capacités et de la production de connaissances, afin d'assurer la pérennité des interventions et de faciliter le transfert des responsabilités; parallèlement, il continuera à fournir une assistance alimentaire par le biais de distributions de vivres ou, éventuellement, de transferts de type monétaire, jusqu'à ce que le Gouvernement soit prêt à prendre le relais.
117. Le PAM poursuivra sa collaboration avec les pays donateurs, au Timor-Leste et dans leur capitale respective, et leur transmettra régulièrement des informations sur les résultats, l'obligation de rendre des comptes et la transparence. Par ailleurs, le PAM a récemment engagé un dialogue avec des donateurs du secteur privé et reçu des indications positives quant à un soutien futur de leur part.

EN MODE RÉVISION

ANNEXE I

CADRE LOGIQUE DU PLAN STRATÉGIQUE DE PAYS ÉTABLI POUR LE TIMOR-LESTE (JANVIER 2018–DÉCEMBRE 2022)

But stratégique 1: Aider les pays à atteindre l'objectif Faim zéro

Objectif stratégique 2: Améliorer la nutrition

Résultat stratégique 2: Personne ne souffre de malnutrition (cible 1 de l'ODD 2)

Effet direct stratégique 1: D'ici à 2025, la nutrition des enfants de moins de cinq ans, des adolescentes et des femmes enceintes et allaitantes s'est améliorée par rapport aux objectifs nationaux

Catégorie d'effet direct correspondante: Amélioration de la consommation de produits alimentaires de qualité et riches en nutriments chez les personnes ciblées

Domaine d'action privilégié: causes profondes

Hypothèses:

Le Ministère de la santé est résolu à inscrire l'approvisionnement en produits nutritionnels dans son budget pour combattre le retard de croissance et l'émaciation et à prendre progressivement en charge les achats de Timor Vita/SuperCereal.

Le Ministère de la santé est résolu à développer à plus grande échelle la mise en œuvre du protocole national de prise en charge intégrée de la malnutrition aiguë.

Le Gouvernement et les partenaires locaux sont résolus à appliquer les directives nationales relatives aux groupes de soutien aux mères.

Indicateurs d'effet direct

Efficacité du traitement de la malnutrition aiguë modérée: taux d'abandon du traitement

Efficacité du traitement de la malnutrition aiguë modérée: taux de mortalité

Efficacité du traitement de la malnutrition aiguë modérée: taux de non-réaction au traitement

Efficacité du traitement de la malnutrition aiguë modérée: taux de récupération

Seuil minimal de diversité du régime alimentaire – femmes

Proportion d'enfants âgés de 6 à 23 mois recevant l'apport alimentaire minimum acceptable

Proportion de la population remplissant les conditions pour bénéficier du programme qui y participe effectivement (couverture)

Score de capacité Faim zéro

Activités et produits

1. Fournir des aliments nutritifs aux personnes ciblées et les sensibiliser moyennant des actions de communication visant à faire évoluer la société et les comportements

Les personnes ciblées reçoivent des aliments nutritifs et une éducation nutritionnelle tenant compte de la problématique hommes-femmes aux fins de l'amélioration de leur état nutritionnel, de la diversité de leur apport alimentaire et de leur autonomisation. (A: Ressources transférées)

Les personnes ciblées reçoivent des aliments nutritifs et une éducation nutritionnelle tenant compte de la problématique hommes-femmes aux fins de l'amélioration de leur état nutritionnel, de la diversité de leur apport alimentaire et de leur autonomisation. (B: Aliments nutritifs fournis)

Les personnes ciblées reçoivent des aliments nutritifs et une éducation nutritionnelle tenant compte de la problématique hommes-femmes aux fins de l'amélioration de leur état nutritionnel, de la diversité de leur apport alimentaire et de leur autonomisation. (E: Activités de sensibilisation et d'éducation réalisées)

2. Fournir au Gouvernement et aux partenaires l'assistance technique et les données factuelles nécessaires pour améliorer l'efficacité des filets de sécurité et des programmes nationaux (Renforcement des capacités institutionnelles)

Les populations vulnérables tirent parti de la capacité renforcée des pouvoirs publics à mettre en œuvre des programmes nutritionnels nationaux qui ont pour fondement l'égalité des sexes, aux fins de l'amélioration de leur état nutritionnel. (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

But stratégique 2: Nouer des partenariats pour faciliter la mise en œuvre des ODD

Objectif stratégique 4: Appuyer la mise en œuvre des ODD

Résultat stratégique 5: Les pays en développement ont des capacités renforcées pour mettre en œuvre les ODD (cible 9 de l'ODD 17)

Effet direct stratégique 2: D'ici à 2020, la capacité des institutions gouvernementales nationales et infranationales à assurer des services relatifs à l'alimentation, à la nutrition et à la chaîne d'approvisionnement a été durablement renforcée

Catégorie d'effet direct correspondante: Renforcement de la capacité des institutions et systèmes publics et privés, y compris les intervenants locaux, à recenser, cibler et secourir les populations en situation d'insécurité alimentaire et de vulnérabilité sur le plan nutritionnel

Domaine d'action privilégié: renforcement de la résilience



Hypothèses:

L'environnement institutionnel est propice au débat sur les politiques et l'encadrement réglementaire concernant le suivi et l'analyse des programmes au sein du Ministère de l'éducation et du Ministère de la solidarité sociale, et concernant la chaîne d'approvisionnement au sein du Ministère de la santé et du Ministère de la solidarité sociale.

Indicateurs d'effet direct

Score de capacité Faim zéro

Activités et produits

3. Doter le Gouvernement et les partenaires des compétences techniques requises pour améliorer le ciblage, le suivi et l'analyse des programmes (Renforcement des capacités institutionnelles)

Les groupes vulnérables (niveau 3) tirent profit des programmes gouvernementaux, qui reposent sur des données ventilées de qualité et sur des analyses, et bénéficient de la capacité renforcée des administrations locales et centrale à gérer les chaînes d'approvisionnement, ce qui garantit l'accès aux vivres et aux fournitures médicales. (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

4. Doter le Gouvernement et ses partenaires des compétences techniques requises pour mettre en place un dispositif efficient et efficace de gestion de la chaîne d'approvisionnement (Renforcement des capacités institutionnelles)

Les groupes vulnérables (niveau 3) tirent profit des programmes gouvernementaux, qui reposent sur des données ventilées de qualité et sur des analyses, et bénéficient de la capacité renforcée des administrations locales et centrale à gérer les chaînes d'approvisionnement, ce qui garantit l'accès aux vivres et aux fournitures médicales. (C: Activités de développement des capacités et d'appui technique réalisées)

ENMC

But stratégique 1: Aider les pays à atteindre l'objectif Faim zéro**C.1. Les populations touchées sont en mesure de tenir le PAM et ses partenaires comptables pour ce qui est de répondre à leurs besoins alimentaires en tenant compte de leurs avis et de leurs préférences****Indicateurs transversaux**

C.1.1 Proportion de personnes bénéficiant d'une assistance informées au sujet du programme (qui en sont les bénéficiaires, ce qu'ils vont recevoir, quelle est la durée de l'assistance)

C.1.2 Proportion d'activités pour lesquelles les avis donnés en retour par les bénéficiaires sont consignés, analysés et pris en compte pour améliorer les programmes

C.2. Les populations touchées sont en mesure de bénéficier des programmes du PAM d'une manière qui assure et renforce leur sécurité, leur dignité et leur intégrité**Indicateur transversal**

C.2.1 Proportion de personnes ciblées ayant accès à l'assistance sans se heurter à des problèmes de protection

C.3. L'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes progressent au sein des populations bénéficiant de l'assistance du PAM**Indicateurs transversaux**

C.3.1 Proportion de ménages au sein desquels les décisions quant à l'utilisation des produits alimentaires, des espèces ou des bons sont prises par la femme, par l'homme ou par les deux, ventilée par modalité de transfert

C.3.3. Type de transfert (vivres, espèces, bons ou pas de rémunération) reçu par les personnes participant aux activités du PAM, ventilé par sexe et type d'activité

C.4 Les communautés ciblées tirent profit des programmes du PAM sans que cela nuise à l'environnement**Indicateur transversal**

C.4.1 Proportion d'activités pour lesquelles les risques écologiques ont été évalués et des mesures d'atténuation définies, selon que de besoin



ANNEXE II

VENTILATION INDICATIVE DES COÛTS PAR EFFET DIRECT STRATÉGIQUE (en dollars)			
	Résultat stratégique 1 cible 1 de l'ODD 2	Résultat stratégique 5 cible 9 de l'ODD 17	Total
	Effet direct stratégique 1	Effet direct stratégique 2	
	Causes profondes	Renforcement de la résilience	
Transferts	9 967 668	2 506 795	12 474 462
Mise en œuvre	879 331	235 757	1 115 088
Coûts d'appui directs ajustés	1 903 624	443 521	2 347 258
Total partiel	12 750 623	3 186 185	15 936 808
Coûts d'appui indirects (76,5 pour cent)	892 544 828 791	223 033 207 102	1 115 577 035 893
Total	13 643 167 579 414	3 409 218 393 287	17 052 385 16 972 701

Liste des sigles utilisés dans le présent document

ASEAN	Association des nations de l'Asie du Sud-Est
COMET	outil des bureaux de pays pour une gestion efficace
CSA	Comité de la sécurité alimentaire mondiale
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la population
KONSSANTIL	Conseil National pour la sécurité alimentaire, la souveraineté et la nutrition au Timor-Leste
ODD	objectif de développement durable
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONG	organisation non gouvernementale
PIB	produit intérieur brut
PNUAD	Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement
PSP	plan stratégique de pays
SAMES	Pharmacie centrale (<i>Serviço Autónomo de Medicamentos e Equipamentos de Saúde</i>)
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance